

Informations

Correspondance

Ouvrières

5

Liaisons

5

SOMMAIRE

Le Génocide au service de la civilisation
Sur le front du progrès
Le mouvement de mai 68 dans les entreprises (article paru dans l'Année Sociologique)
A propos de l'organisation
des regroupements divers
contribution aux processus organisationnels
Au sujet d'I.C.O. - lettre et réponse.
Sur la réunion du 26/6/71 (Liaisons N° 4).
Projet de plan d'un projet de brochure sur le parti
Deux tracts sur la grève du métro
(n'émanant pas d'I.C.O.)
MASPERO - Libraire.

LE NUMÉRO

mensuel

1 franc

Supplément au numéro 112-113 d'I.C.O.

Lorsqu'on envisage comment intervenir pour la préservation des entités ethniques et de leurs spécificités au sein du monde capitaliste, il est difficile de ne pas tomber dans le piège du soutien aux luttes des peuples opprimés, et tout ce que ces luttes portent comme germes nationalistes.

Néanmoins, c'est faire preuve d'inconscience que de se débarrasser de toutes les "particularités" qui tendent à s'affirmer en arguant que "l'universalité" des luttes ne peut s'établir qu'à partir de rapports de production de sociétés hautement industrialisées : les particularismes de certains aspects culturels des luttes basques ou bretonnes, tout comme les rebellions de certains groupes ou mini-sociétés dites primitives contre les rapports capitalistes (ou communistes).

La critique marxiste étant typiquement occidentale, elle ne s'est jamais intéressée à la critique de l'ethnologie (ou alors sous des formes édulcorées qui mènent toutes à l'impérialisme, même russe ou chinois). D'autre part, Marx était d'un évolutionnisme tout à fait bourgeois (Darwin-Morgan-La Sainte Famille de Engels).

Penser que seul un développement suffisant des forces productives capitalistes peut libérer des luttes d'émancipation, c'est penser en bon gros marxiste occidental, faisant fi des particularités ethniques et de leurs résurgences jusqu'en occident même: car si celles-ci sont aux prises de la domination du capital, des formes de luttes spécifiques peuvent être déterminées par leur passé; d'un autre côté, faire l'apologie de sociétés non contaminées par l'industrialisation ou tout faire pour empêcher le capital de les contaminer, c'est faire preuve d'un exotisme tout aussi occidental.

C'est là que peut se situer l'alternative à dépasser, au moins d'abord par des informations et une approche théorique de la critique de l'ethnologie.

Le texte qui suit ébauche certaines solutions, mais leur programme d'aide et de soutien aux civilisations victimes de " l'ethnocide" semble ressortir d'une entreprise humanitaire style UNESCO.

LE GENOCIDE AU SERVICE DE LA CIVILISATION

On peut gagner pas mal d'argent en dénonçant, dans des ouvrages composés selon les règles de l'art, le massacre des Indiens d'Amazonie, on peut devenir célèbre en écrivant des pamphlets pathétiques sur le génocide et l'ethnocide (l'assassinat culturel, l'assimilation) des peuples primitifs. Ces innocentes activités alimentent le spectacle et de toutes façons elles ne gênent en rien ceux qui travaillent à la "solution finale" des problèmes posés par la présence des populations aborigènes : cette année même, aux confins orientaux du Pérou et de la Colombie, plusieurs campements indiens ont été bombardés au napalm par des planteurs d'hévéas. Au Brésil, le Service de Protection des Indiens s'est rendu tristement célèbre en organisant le massacre des Indiens qu'il avait mission de protéger ; des tribus entières ont été exterminées à la grenade et à la dynamite par des équipes de tueurs professionnels. 18.000 Indiens ont ainsi péri durant les 15 dernières années, parce qu'ils occupaient des territoires riches en pétrole, en uranium ou en métaux rares, et que leur présence entravait la libre et fructueuse exploitation de ces richesses naturelles. D'autres fois, ce sont des éleveurs ou des planteurs qui débarrassent les terrains qu'ils convoitent en distribuant aux Indiens de la nourriture empoisonnée, ou encore des vêtements contaminés par la variole.

Ces tueries, si utiles au développement des affaires et au progrès de la Civilisation, l'Amérique Latine n'en a pas aujourd'hui l'exclusive. En Afrique (au Tchad, en Angola, au Soudan, en d'autres lieux encore), en Asie du Sud-Est, en Nouvelle-Guinée, en Asie méridionale, les populations tribales sont les premières victimes des guerres suscitées par l'interminable agonie des systèmes coloniaux. Qu'adviendra-t-il des Moï du Sud-Vietnam, des Semang de Malaisie, des Nuer du Soudan, des Papous d'Irian Barat, de tous ces peuples aborigènes qui ont la malchance de vivre en des contrées que se disputent des adversaires venus d'un autre monde, du nôtre ? Ceux qui échappent aux bombardements et aux exactions des soldats sont regroupés dans des camps de concentration, livrés à la maladie, à la misère et à des propagandes abusives, privés de leurs moyens de subsistance et de tout ce qui donnait un sens à leur vie ; s'ils survivent, ce ne peut être qu'au prix d'une abdication désespérée, d'une aliénation tellement profonde qu'elle ne laisse rien subsister d'eux que de lamentables déchets humains. Mais qui se soucierait du sort des sauvages dont personne n'entend jamais parler ?

L'EXTERMINATION PACIFIQUE

Ces massacres publics et privés, ces violences que le monde réputé civilisé exerce de manière incessante sur les peuples qui subsistent à ses marges, tout cela, il faut le replacer dans le contexte de ce que les ethnologues nomment pudiquement "contact de cultures". Même lorsqu'ils ne commettent pas de violences délibérées, les emissaires de la civilisation occidentale portent la destruction chez les peuples qu'ils rencontrent. Les agissements des missionnaires et des trafiquants, les contraintes exercées par les administrateurs conduisent presque toujours à la désagrégation des cultures

aborigènes. Les croyances traditionnelles perdent leur efficacité, la cohésion du groupe s'affaiblit, les gens n'ont plus confiance en leurs propres ressources, les techniques qui assuraient la subsistance de la communauté tombent en désuétude, l'équilibre avec le milieu naturel est rompu, et l'on finit par dépendre entièrement des aumônes distribuées par les services d'assistance ; au bout du compte, il ne reste d'un peuple autrefois nombreux et vigoureux, qu'une poignée de créatures hébétées et alcooliques, de candidats au suicide ou à la clochardisation.

Plus expéditives encore que le christianisme, que l'économie marchande et l'autorité administrative, les maladies importées par les voyageurs font des ravages parmi des populations que ne protège aucune accoutumance aux germes microbiens répandus en Europe. En plus des maladies infectieuses, les maladies de carence déciment les ethnies en voie d'acculturation ; elles n'apparaissent qu'à partir du moment où les indigènes sont cantonnés dans des villages-bidonvilles, contraints à une alimentation et à un genre de vie qui ne sont plus ceux du temps de leur liberté.

Cette hécatombe des aborigènes, qui constitue l'habituel accompagnement de l'expansion européenne, elle a commencé voici trois ou quatre siècles, et elle se poursuit en ce moment même. Lors de la découverte du Brésil, quelque 3 millions d'Indiens vivaient dans ce pays ; aujourd'hui, ils ne sont plus que 70 ou 80.000 à l'intérieur des frontières brésiliennes, et si rien ne vient arrêter le massacre, ils auront tous disparu d'ici quelques années. Dans un monde régi par l'expansion économique et la volonté de puissance politique, les derniers aborigènes sont perçus comme des anachronismes gênants, tout les condamne, et d'abord notre indifférence à leur égard.

À QUOI SERT LA NOTION DE PROGRES ?

L'Europe s'est développée, elle a envahi le reste du monde en anéantissant tous les peuples qui ne pouvaient, ou ne voulaient, se laisser réduire. Cette entreprise de génocide à l'échelle universelle s'accélère de nos jours, elle devient fiévreuse et massive. Cela, on le sait, et l'on sait aussi que la prospérité relative dont nous bénéficions n'est pas sans rapport avec ces génocides persévérants. Entre Rennes, par exemple, et les activités de ceux qui prospectent le pétrole dans les territoires amazoniens, une courte série de termes intermédiaires établit une relation d'interdépendance. Notre existence dépend (en partie) de ce que font les gens qui commencent à exploiter les ressources du Brésil central ; les décisions que prennent les dirigeants de ces compagnies minières subissent, en quelque façon, l'influence de ce que nous faisons (et de ce que nous ne faisons pas) à Rennes et ailleurs. Faut-il un dessin ? Non, tout est bien connu, mais le moins qu'on puisse dire, c'est que cette connaissance demeure parfaitement platonique, elle n'a pas l'air, en tous cas, de troubler beaucoup de gens.

D'habitude, on se tire d'affaire en proférant des phrases du genre : "C'est le progrès, on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs. L'extinction des aborigènes est l'une des conditions nécessaires du développement de la civilisation ; on peut le déplorer, mais qu'y faire ? Aucun esprit sensé ne songerait à sacrifier le Bonheur de l'Humanité (qui passe, comme chacun sait, par la croissance du Produit National Brut) à la survie obscure de quelques bandes de sauvages." Ces arguments, nous les avons entendus maintes fois ; sans doute correspondent-ils à l'opinion commune, celle que

Il y aurait bien des choses à dire sur cette idéologie du progrès, dont la vertu principale semble être de confier bien des fois dans une attitude d'acquiescement muette à l'égard de l'extension des besoins des civilisations. En bref, l'idée de progrès est un produit "made in Europe", elle a d'abord servi à justifier l'expansion de capitalisme et de l'Etat centralisateur, avant de s'universaliser à mesure que l'Europe des militaires et des industriels obligeait les autres peuples à l'imiter ou à périr. Dans le cas présent, l'idée de progrès annote le droit au plus fort, en attribuant la faculté de dépasser ses frontières par les sociétés industrialisées, à l'absence de discussion sur la nécessité historique, la dialectique ou le droit et autres superpositions entre eux dans le folklore moderne.

IMPERIALISME ET SUICIDE

Les idéologies dominantes dans l'aire européenne commencent dans une même incapacité à penser la différence autrement qu'en termes d'inégalité, et la pratique la plus courante des Européens, depuis qu'ils tiennent le dessus de la scène mondiale, a consisté à se débarrasser de l'autre, soit en le convertissant, soit en l'exterminant.

Que les sociétés développées en Europe ne puissent traiter avec les autres peuples sans les absorber dans l'alternative : assimilation ou disparition, cela aurait dû nous inquiéter depuis longtemps, et nous avons eu les yeux ouverts. Il y a, dans ce refus d'admettre la différence et la pluralité, quelque chose de suicidaire : c'est l'avenir de l'humanité que l'Europe menace en assimilant ce qui est de force les populations qui ont pu résister aux entreprises d'extermination, la connaissance, dans leur diversité complémentaire, des multiples formes de culture élaborées par les différents groupes ethniques qui coexistent de nos jours. Reste l'unique moyen que nous ayons de comprendre l'homme, et de parvenir à satisfaire le besoin de notre propre société, et de regarder par là les autres : sur ces territoires superlatifs que sont les peuples autochtones, à l'heure plus que jamais nécessaire au moment où les sociétés industrialisées, dans leurs variantes capitalistes et socialistes, sont menacées par une crise qui pourrait bien leur être fatale.

On se réjouit avec trop de regret à ce que les autochtones soient menacés d'extinction, parce qu'ils sont éloignés de nous, dans l'espace et dans l'ordre des civilisations, parce qu'au fin de compte ils ne servent à rien selon le système économique qui est le nôtre : tant qu'ils perpétuent leur culture, ils ne produisent à peu près rien qui soit commercialement viable, et ne consacrent pas leurs forces de ce que nous produisons : ils ne travaillent pas, et de plus, il est difficile de les démunir de telles choses qu'ils peuvent éventuellement servir d'attractions touristiques. L'existence des autochtones ne peut servir les intérêts de personne. La logique utilitariste qui gouverne la pensée européenne implique dans leur disparition à brève échéance.

La, c'est beaucoup plus grave qu'on pourrait le penser, car cette logique utilitariste, cette rationalité aveugle et folle, ne s'arrête pas seulement à l'égard des tribus d'Amérique et de Papouasie. L'Allemagne hitlérienne s'est employée à exterminer méthodiquement les Tsiganes "parce qu'ils ne servent à rien" : ses yeux ont dirigé les Français, la langue et la civilisation française "ne servent à rien", ils ne se sont pas fait faute de le proclamer.

Sur un autre plan, bien des Canadiens étaient et restent d'avis que la civilisation québécoise "ne sert à rien", et il y a beau temps qu'en France, on applique la même formule à la Bretagne et au Languedoc. Tout se tient, on le voit : l'oppression dont les populations aborigènes sont victimes, parce qu'elles sont faibles et qu'elles n'ont pas droit à la parole, préfigure et justifie d'avance les traitements infligés aux minorités nationales et plus généralement à toutes les minorités qui peuvent paraître gênantes aux promoteurs de l'expansion et autres chefs d'orchestre des majorités silencieuses.

On peut tout craindre d'une civilisation dont le progrès est fondé sur la négation d'autrui, et sur le massacre de ceux qui refusent de s'adapter, de se soumettre. Chaque fois que nous tolérons qu'une fraction de l'humanité soit exploitée, opprimée, menacée dans son existence, c'est notre propre servitude, notre propre misère que nous renforçons.

SI ON FAISAIT QUELQUE CHOSE, AU LIEU DE S'ASSOIR POUR EN DISCUTER ?

La disparition des derniers aborigènes insoumis, en Amérique du Sud notamment, semble maintenant imminente, si les choses restent en l'état. Mais elle n'est pas inéluctable, les jeux ne sont pas faits, on peut encore, un bref moment, intervenir pour empêcher que de nouveaux génocides ne viennent parfaire l'irréparable. En acceptant de considérer l'extinction des aborigènes comme une fatalité historique, il est bien certain qu'on ne s'expose à aucun démenti de l'Histoire, puisque c'est notre résignation, notre complicité passive (peu importe de quels discours nous l'enjolivons) qui permet la continuation du génocide. Il serait peut-être temps de s'aviser que notre hébétude laisse le champ libre aux massacreurs et aux "civilisateurs". Si on ne tente pas d'intervenir dès à présent pour enrayer le désastre menaçant, la question des peuples et des cultures aborigènes relèvera bientôt des seuls historiens.

Cela dit, on se propose de constituer, à Rennes, un groupe qui s'occupe un peu sérieusement de cette affaire, en liaison avec quelques autres personnes et mouvements déjà actifs, en France et à l'Étranger. Les objectifs que nous poursuivons peuvent se résumer ainsi :

- Prendre contact avec tous les gens qui sont susceptibles de s'intéresser, autrement que d'une manière platonique et verbale, à la lutte contre l'ethnocide. Travailler à la coordination et à la continuité des actions menées pour la défense des peuples et des cultures qui sont menacés d'anéantissement par la "marche du progrès".

- Collecter, vérifier, et divulguer des documents sur la condition faite aux populations tribales, et sur les violences, manifestes ou voilées, dont les minorités ethniques sont victimes partout dans le monde. Les massacreurs et les exploités d'aborigènes sont des gens épris de discrétion, leurs agissements s'effusquent de toute publicité : c'est ce silence, propice au génocide et à l'ethnocide, qu'il s'agit de rompre à notre manière.

- Intervenir par tous les moyens à notre portée (et d'abord en réunissant des fonds) pour aider ceux qui, sur le terrain, luttent pour la sauvegarde des ethnies les plus menacées.

- Entrer en relations avec les mouvements de résistance qui se développent parmi les minorités tribales opprimées. Ces mouvements, dont les buts et les moyens sont très diversifiés, restent mal connus en Europe. Leur existence, leur combativité, ne coïncident guère avec les schémas, invariablement progressistes, qui nous servent à déchiffrer le sens des événements. De plus, les propagandes des gouvernements qui oppriment ces minorités, déforment les rares informations qui nous parviennent. Que savez-vous, par exemple, de la rébellion des tribus Kaga dans l'Inde du Nord, de la guérilla menée par les Papous d'Irian Barat contre l'armée indonésienne, de la résistance des peuples du Goudou méridional aux bombardiers progressistes et aux conseillers soviétiques du gouvernement de Khertoum ? Il faut donc informer les gens sur l'extension et l'importance croissantes que prennent ces foyers de résistances indigènes, et - l'un ne va pas sans l'autre - tâcher de maintenir, chaque fois que nous le pourrions, ceux qui combattent pour la survie de leur peuple.

- Enfin, d'ici quelque temps, lorsque certaines conditions auront été réunies, nous envisageons de susciter des actions destinées à mettre en cause les responsables, directs ou indirects, d'un ethnocide (groupes d'intérêts économiques, autorités de tutelle, crises missionnaires).

Notre but, à long terme, serait de contribuer à la formation d'un groupe de pression capable de s'opposer à la continuation de l'ethnocide généralisé, et d'aider efficacement les populations tribales à préserver ses modes d'existence et des cultures dont la disparition constituerait une catastrophe irréversible. Il faudrait également montrer, traduire en actes, le lien qui existe entre l'ethnocide-extermination des pays tropicaux, et l'ethnocide tempéré, l'érosion insidieuse des langues et des cultures des minorités ethniques dans les pays industrialisés. Mais dans l'immédiat, il s'agit surtout d'agir au plus grave et au plus urgent, de faire l'impossible pour préserver l'avenir des rares sociétés autochtones que le Peix Blanche n'a pas encore éradiquées.

Voilà dans le programme. Les exigences qui en découlent sont évidemment hors de proportion avec les moyens dont nous disposons aujourd'hui. Et par ailleurs, il serait illusoire d'attendre un apais de l'une ou l'autre des organisations politiques existantes. Mettre en convention les autorités françaises à propos des Kommandos du Tibet et des Indiens de Guyane, dénoncer les massacres perpétrés, avec la complicité et la participation active des États-Unis, dans les forêts indonésiennes et amazoniennes, cela ne saurait déplaire aux gens de gauche ; mais on peut prévoir quelles seront leurs réactions lorsqu'il s'agira d'examiner l'opportunité de l'URSS à l'égard des peuples du Goudou, d'après Genève et de Kinshasa, ou encore lorsqu'on cherchera à regarder de plus près ce qui se passe au Tibet et au Yunnan.

SUR LE FRONT DU PROGRES

EN AMERIQUE LATINE

1. L'action des pouvoirs publics

En Pérou, le 18 mars 1964, 2 bombardiers B-26 de l'armée de l'air péruvienne ont survolé la partie orientale du pays avec pour objectif quelques petits villages des Indiens Cocama, à proximité de la rivière Yaveri. Ils ont d'abord mitraillé les huttes, puis les ont incendiées avec des bombes au napalm. Officiellement il a justifié cette action militaire en déclarant que les Indiens avaient gêné une expédition scientifique de recherches. Cette expédition, entreprise le 12 février 1964, était conduite par le maire de Requena, Guimerindo Flores, et elle avait consisté à la "mise en valeur" du territoire appartenant aux Indiens. Lorsque les Indiens ont résisté aux Blancs, l'armée de l'air est intervenue. Pour justifier ensuite cette attaque, on a inventé les accusations les plus extravagantes : les Indiens seraient des contrebandiers, des espions, des communistes et des voleurs d'électrécité. Flores fut réélu maire en 1967. Peu après il eut un entretien amical à Iquitos avec l'ancien chef d'Etat péruvien, Belaúnde : leur sujet de conversation portait sur la "mise en valeur de la jungle péruvienne".

Lars PERSSON, ethnologue suédois, Der Spiegel n°46, 1969

"Les terres situées dans les régions visées par les gros propriétaires, sont habitées par plusieurs tribus d'Indiens. Les gouvernements des Etats du Mato Grosso et de Rondônia sont propriétaires de ces terres qui, vendues à bas prix des intermédiaires, sont ensuite offertes aux fermiers du Paraná et aux gros financiers de São Paulo et de Rio. Le choix des parcelles se fait en survolant la région. La présence de forêts détermine les achats. Les intermédiaires, sachant que leurs clients ne veulent pas courir le risque d'avoir des copropriétaires agressifs, leur offrent des terres "nettoyées", c'est-à-dire sans Indiens. Le "nettoyage" est rapide et impeccable : un petit avion survole la région sur laquelle l'intermédiaire et futur propriétaire se sont mis d'accord. Les villages indiens sont facilement localisés. Une expédition de vingt à quarante hommes - selon les besoins - se rend alors sur les lieux par voie de terre. Le village est encerclé et vidé à la mitrailleuse. Les mitrailleuses, d'un type spécial, petites et maniables, sont fournies clandestinement par l'armée brésilienne ; on les appelle dans la région mirimim. Tous ces détails m'ont été fournis par un de ces fermiers du Paraná qui était allé à Chiaba pour étudier la possibilité d'acheter d'une grande propriété."

Vilma CHIARA, Los Temps Modernes n°6, 68

2. Les initiatives des particuliers

"En 1967, des prospecteurs de pétrole d'une compagnie internationale tirent sur un groupe d'Indiens Amshuca (Assonnie péruvienne). Il y a 20 victimes. L'affaire fait scandale à Lima, les journaux lui consacrent des articles à la une : les Amshuca se sont faits tuer par des étrangers, par des agents de l'imperialisme américain ! Or ce sont nos Indiens, c'est à nous qu'il appartient de décider s'il veut mieux les massacrer ou les "civiliser".

Jacques MOUNIER, Le Chant du Silbano, 1969

"Les Indiens Chiaba, au nord-est de la Colombie, sont des semi-nomades. Pourchassés sans relâche par les colons et la police, les survivants habitent deux misérables villages. En juillet 1968, quelques membres du dernier groupe vivant à l'extérieur de ces deux villages surgirent devant moi. Ils venaient de tomber dans une embuscade tendue par des colons blancs - hommes et femmes - qui avaient organisé une "guerre-party". 20 Chiaba y furent tués. Le village où je vivais était sous la menace perpétuelle des colons blancs : ils tuent tout le gibier qu'ils pouvaient pour affamer les Indiens et ainsi les forcer à abandonner leur territoire et à venir travailler chez les grands propriétaires terriens pour un salaire de misère. Dans cette région, la police donne aux touristes et voyageurs le conseil de river sur tous les Indiens qu'ils aperçoivent, parce qu'ils "sont tous mauvais et qu'on ne peut s'y fier".

Lars PERSSON

Le problème que nous plaçons au centre de nos préoccupations ne se situe pas sur le plan où s'affrontent (ou se rejoignent, chacun promettant d'aller plus vite que l'autre dans la voie du progrès) les divers protagonistes de la vie politique. C'est justement pour cette raison que nous le tenons pour crucial, et c'est parce qu'il n'entre pas dans les enjeux ordinaires du débat politique, que nous avons décidé d'en parler. D'autres que nous auraient été mieux qualifiés pour le faire, mais le temps presse, il n'est plus possible d'attendre davantage.

Le comité que nous avons créé n'est pas un club de discussion, ni une société de pensée. Si vous pensez pouvoir nous aider, si vous avez l'intention de travailler dans le même sens que nous, alors il serait utile de nous écrire, ou de passer nous voir. Autrement, abaissez-vous de venir nous ennuyer.

Comité d'action
pour les Minorités Ethniques
et les Populations Autochtones

32 Bd de la Liberté - 35 - Rennes

3. L'évangélisation des sauvages

- "Au Venezuela, le rite des Japeria a disparu en 1964 sans laisser de traces. Une expédition de missionnaires catholiques était venue en compagnie d'une escorte militaire dans leurs villages (sur le cours supérieur du Rio Velasco), et avait forcé les Indiens à quitter les montagnes. Personne ne sait où ils ont été transportés. En Amérique Latine, il est tout-à-fait normal de faire appel à la protection de la police ou de l'armée lors de la création d'une mission. Et les Indiens se refusent à envoyer leurs enfants à l'école de la mission. Les missionnaires les leur enlèvent de force. Si les parents essaient de récupérer leurs enfants, ils sont inculpés de détournement d'enfant. L'éducation donnée dans les écoles des missions est plus que discutable. On y enseigne, entre autres, que les Indiens sont des cannibales ; de cette façon les enfants apprennent à avoir honte de leur race et de leurs propres parents. La mission de Los Angeles de Tucucú possède ses propres lois et ses propres cachots. Une Indienne qui avait commis un adultère, a été condamnée à 10 ans de cachot. Les enfants sont enfermés dans deux grands bâtiments, un pour les garçons l'autre pour les filles. Il n'est pas rare de voir les missionnaires abuser des enfants. Les enfants qui grandissent dans la mission, y travaillent plus tard comme domestiques avec un salaire de misère.

Lara PEREZON

4. L'Indien civilisé par le travail

- Le major Luis Vinas Neves, ancien directeur du Service de Protection des Indiens (Brésil), parle de ses protégés : "Les Indiens sont des enfants irresponsables... En travaillant, ils deviendront adultes et s'intégreront à la communauté nationale". Ces propos prennent tout leur sel lorsque l'on sait qu'à la suite de l'enquête ouverte sur les crimes du SPI, le major Neves a été retrouvé en prison : il est accusé d'avoir tué 42 personnes et d'avoir détourné près de 300 000 \$ en 2 ans. J. MEUNIER, Le Chant du Silbaco

- "Bogota, 5 juillet 1969 - Selon Ely Valencia, archevêque de Buenaventura (Colombie), 75 Indiens ont été vendus par des négociants en caoutchouc, dans la région frontalière entre la Colombie et le Brésil, pour une somme de 140 000 \$".
La Presse, 6/7 juillet 1969

- "7 août 1969, le Ministre de l'Intérieur communique: "Il n'y a pas de vente d'Indiens dans le Vaupés, mais occasions de contrats de travail signés par ces derniers avec les colons".
M. PIERDEL, Essais, 1970

(S.D.L.R. Les autorités portugaises de l'Angola font la même subtile distinction entre l'esclavage, qui n'existe pas en Angola - qu'alliez-vous croire - et les contrats de travail, renouvelables indéfiniment jusqu'à la mort du travailleur libre)

5. Le Tourisme

- "Au Congrès Eucharistique d'août 1968, M. Gregorio Hernandez de Alba, directeur du service des affaires indiennes de Colombie, avait annoncé à Bogota quelques Indiens de la forêt. A ceux qui le lui reprochaient, il répondit en ces termes : "Les Indigènes qui viennent à Bogota pour le progrès sont progressés et sains. Ce serait une très mauvaise propagande et il n'y aurait aucun intérêt touristique s'ils étaient malades".
M. PIERDEL

- "Le Sénateur Robert Vignos, maire de Maripasoula (Guyane Française) et promoteur du développement touristique de la Guyane, déclare à Paris-France l'Intransigeant 5-6 avril 1970 : "Les enfants d'Indiens de Guyane, croyez-le bien, ont encore de bonnes années devant eux"

- "Le tourisme apparaît... comme l'une des entreprises les plus néfastes et les plus destructrices dont les populations tribales puissent être victimes. Il ne peut conduire qu'à la destruction, à la mendicité, à la prostitution.

L'exploitation d'un groupe primitif, innocent au rôle qu'on lui fait jouer, par des financiers qui les livrent à la curiosité de riches citifs, constitue l'une des formes les plus viles de l'exploitation de l'homme par l'homme".

J. HURULT, Le Fait Public, n° 16, mars 1970

A PROPOS DE LA ORGANISATION

Les textes qui suivent ne sont pas la "position" d'ICO mais des contributions à un débat émanant de divers camarades ou groupes. On se reportera aussi à des numéros antérieurs (n° 97-98 sept oct 70 p 28 - n° ICO dec 70 p 36 - n° 103-104 mars avril 71 p 29)

Des regroupements divers (d'un camarade de Paris - 8-71)

Le n° 8 des Cahiers du Communisme de Conseils (Camoin - BP 326 Marseille -01) et le n° 5 de Révolution Internationale (Gineé BP 183 31 Toulouse 01) publient un texte " Un début de regroupement révolutionnaire " élaboré en commun avec l'Organisation Conseilliste de Clermont Ferrand (Sabatier , BP 209 - 63 Clermont Ferrand) . Il y est affirmé que "l'intervention des révolutionnaires ...est restée jusqu'à présent condamnée au niveau artisanal , à l'effort divisé, à la quasi impuissance ..". Il est question ensuite de la "force d'une intervention des révolutionnaires " conditionnée par "le regroupement des révolutionnaires ". On concède bien sûr immédiatement après que "l'action historique de la classe " rend possible ce regroupement en même temps qu'elle le exige d'une manière absolument impérative . Ainsi investie de cette mission historique , la "volonté consciente des révolutionnaires" doit œuvrer pour regrouper "les éléments les plus avancés ". Les trois groupes cités ont donc décidé "d'intervenir en commun sur les principaux événements qui touchent à la lutte du prolétariat ", de s'orienter " vers l'élaboration d'un journal ouvrier " et d'intégrer "à leur effort les groupes ou isolés qui se situent sur un programme révolutionnaire ". Un débat à suivre , ne serait ce que pour savoir le sens que prendront dans ce programme , les mots "intervention , révolutionnaire , éléments les plus avancés , volonté consciente , ... tout un vocabulaire trop bien connu que des textes publiés dans les mêmes Cahiers du Communisme de Conseil avaient relégués à leur véritable place (voir notamment "De l'impuissance des groupes révolutionnaires" - n° 3 - Une correspondance entre Chaulieu et Pannekoek à propos des conseils ouvriers - n° 8)

Tout ceci n'est pas très éloigné des préoccupations exprimées dans un texte de Jean Barrot " Contribution à la critique de l'idéologie ultra-gauche " (La Vieille Taupe - 7 rue des Fossés St Jacques Paris 5ème) dans laquelle l'auteur renvoie dos à dos les léninistes et les "conseillistes " : partis et conseils seraient les expressions d'une même idéologie ; les "conseils occupent ..chez Pannekoek , la place centrale réservée au parti chez Lénine " (p 14) . On balaise même l'idée que ces formes d'organisation , puissent correspondre aux structures mêmes de la société dans laquelle elles se sont développées et tout s'articule comme si l'antagonisme parti - conseil n'avait existé que dans la cervelle de quelques penseurs et non dans un contexte historique précis . Si nous rapprochons ce texte du texte précédent , c'est en raison de ce qui est posé dans la conclusion et qui , à notre avis éclaire tous les développements précédents :

"La cohérence théorique ...est un but permanent des révolutionnaires dans la mesure où elle facilite toujours la coordination pratique des énergies révolutionnaires. Les révolutionnaires n'hésitent jamais à intervenir

de manière organisée pour faire connaître leur critique de la société ... Les communistes représentent et défendent toujours les intérêts généraux du mouvement (c'est nous qui soulignons). Dans toute situation où ils se trouvent, ils ne se refusent pas à exprimer tout le sens de ce qui se passe et à faire des propositions d'action en conséquence ; si la situation est révolutionnaire, si l'expression donnée du mouvement et les propositions d'action sont justes, elles s'intègrent nécessairement à la lutte du prolétariat et elles contribuent à former le parti de la révolution communiste .." (p 39-40). Ainsi dans cet texte, on passe par une habile gradation de la notion d'intervention à la notion de parti, sans même qu'il soit évoqué les rapports entre ce parti et les organes du mouvement de lutte créés par les travailleurs au cours de leur lutte (quelle qu'an soit la forme car nous ne nous ~~attachons pas à l'étiquette~~ n'avons pas le fétichisme de l'étiquette "conseil")

C'est pourtant ce problème qui est au centre de ces débats, même si on l'escamote et la correspondance Chaulieu - Pannekoek évoquée plus haut mettrait l'accent sur ~~xxx~~ justement sur ce point. Dans une brochure " Au delà du spontanéisme et du bolchevisme Organiser le courant marxiste révolutionnaire " émanant d'un Groupe marxiste pour le pouvoir des ~~conseils~~ conseils de travailleurs (Rutten - 50-52 rue des Envierges Paris 20ème) ~~xxx~~, la fonction et le rôle d'une "organisation politique " sont abordés d'une manière plus précise. Après une analyse du capitalisme et de la situation des groupes en France, cette brochure pose "les axes d'une plate forme d'action " et aborde le problème de l'organisation ~~présentement~~ en commençant par les rapports entre "le mouvement réel du prolétariat" et les "révolutionnaires " :

" La fonction de l'organisation politique n'est donc pas de se substituer au prolétariat tant dans la direction des luttes que dans le choix des perspectives stratégiques ou tactiques La fonction de l'organisation est avant tout :

- de permettre l'émergence de la conscience révolutionnaire ...
- de rendre consciente la nécessité de la violence révolutionnaire ..
- de synthétiser et de théoriser l'expérience des luttes de masse...
- de définir à chaque moment de l'action des revendications unifiantes
-
- de montrer comment le combat pour le socialisme est la tâche des travailleurs eux mêmes ... "

Mais, il est ajouté immédiatement après : "...la constitution de noyaux politiques intervenant dans les luttes de leur milieu pour les radicaliser, et les relier à celles des autres secteurs est actuellement un des moyens essentiels de la forme de l'organisation révolutionnaire ...". A quelques nuances près et avec des différences dans le vocabulaire, on peut retrouver les subtilités de ~~xxx~~ pensée dont nous avons parlé autrefois à propos de groupes comme le G L A T (Lutte de classe Jean Colin - 75 rue St Antoine - Paris 4 ème) Ce dernier groupe s'est trouvé associé à Révolution Internationale dans des discussions sur ces questions (~~xxxx~~ Lutte de Classe ~~xx~~ nov 76) . ~~xxxx~~, le GLAT posait ^{le} l'organisation politique "nécessaire " (définie à peu près comme ci dessus) et appelée cette fois "organisation révolutionnaire ") , que "la ligne de démarcation passera ...entre ceux qui chercheront à établir leur direction (fut elle "spirituelle ") sur les organes de pouvoir ~~multi~~ ouvrier et ceux qui lutteront contre toute direction séparée, y compris la leur propre " (Lutte de classe, nov 70 p 20) . C'est toucher l'essentiel mais ce n'est pas l'aborder dans ses termes concrets, dans le mouvement actuel et dans le cas de formation ~~de~~ d'organismes autonomes de lutte

888
 (1) dans cette brochure un passage bref consacré à ICO situé dans le courant "anarcho-spontanéiste " permet d'éviter d'éviter de parler de tout le courant communiste de conseil : l'étiquette de "refus de la discussion théorique " devient un paravent facile pour éluder précisément le problème fondamental des rapports de l'organisation et du mouvement réel ; ce n'est pas particulier à cette étude .

On paraît loin des tentatives léninistes pour récupérer soit les conseils et l'autonomie (par exemple le contrôle ouvrier des trotskystes) soit la spontanéité (par exemple ~~les~~ groupes de base des mao. Sur ce point, on n'en finirait pas de citer tous les groupes divers en essayant de montrer leurs nuances, ce qui n'est pas toujours facile avec le vocabulaire particulier presque à chacun. Qui peut dire finalement la distance ^{qui sépare} ceux qui partent du dogme du parti et sont contraints par la réalité du mouvement ouvrier actuel d'y apporter des correctifs ou bien ceux qui partent de cette réalité mais retrouvent en essayant de se "définir" l'essence de "l'organisation révolutionnaire".

Cette quête de l'organisation formée des éléments "conscients" se retrouve identique dans le courant non marxiste; régulièrement, on reçoit des textes du genre "Appel à l'unité de tous les anarchistes" sur une "base théorique minimum" ("Un seul journal, un seul mouvement" - Toury 2 bis allée Jean Goujon - 36 Chateauroux) ou ce projet de mise en commun de ~~certains~~ groupes aussi différents que la E' antique Fédération anarchiste et l'orthodoxie marxiste de Révolution Internationale, pour envisager des "actions propres... à saper le capitalisme et tous les pouvoirs.. (Albert Giraud - février 71 - sans adresse). Outre l'incroyable naïveté de tels projets, ces projets ~~évidemment~~ ignorent complètement le fait que l'existence de groupes si divers est liée plus qu'à des circonstances ou à des questions de personnes à la situation ~~du~~ du capitalisme et du mouvement ouvrier aujourd'hui. Le nombre et la diversité de ces groupes n'a d'égale que leur impossibilité de se constituer en "organisation" (précisément, c'est la persistance de l'idée d'avant garde, d'élite "conscients" qui doit apporter et suppléer au prolétariat plus ou moins infirme qui est la cause directe de cette atomisation des groupes marxistes ou anarchistes ou situationnistes; chaque groupe croit détenir ~~ce qui~~ ce qui manque à l'autre pour "répondre à la situation". La quasi impossibilité de s'insérer de façon permanente dans le mouvement réel, dans l'usine ou dans la rue conduit à l'isolement, à la dispersion, à la fuite en avant dans l'action pour l'action.

Un des derniers textes "Appel aux communistes libertaires" (BP 20 - Tours) expose ~~une~~ la tentative de regrouper Le Mouvement Communiste Libertaire (MCL) et l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA) avec quelques "personnalités" bien connues par leur activité passée. Le projet était presque formulé de ~~la~~ même manière que dans les textes cités au début de cet article :

"l'organisation des révolutionnaires est le lieu de rencontre, d'échange, d'informations, de réflexions permettant l'élaboration de la théorie et de la pratique révolutionnaire qui ne sont que deux aspects d'un même mouvement... Son rôle est d'appuyer l'avant garde prolétarienne, d'aider à l'auto-organisation du prolétariat... en permettant aux révolutionnaires qui la composent, des interventions coordonnées et convergentes sur le plan de l'information, de la propagande, de l'appui d'actions exemplaires... Une des conséquences de cette conception de l'organisation des révolutionnaires est sa vocation à disparaître non par une décision mécanique, mais lorsqu'elle ne correspond plus aux fonctions qui la justifiaient; elle se dissout alors dans la société sans classes" (p 5-6)

C'est également à cette reconstruction "révolutionnaire" que se consacrent des groupes issus du situationnisme comme le Groupe Révolutionnaire Conseilliste d'Agitation (GRCA BP 409-05 Paris) ou des textes comme Perspective Proletarienne (brochure Loiseau BP 203-II Paris). Des polémiques

acerbes et définitives divisent ces groupes, l'Internationale Situationniste (BP 307-03 Paris) servant constamment de référence (voir notamment La ~~Kukux~~ Rosa Dai Conti - Lettre ouverte à; prospective Proletarienne - Lotrou BP 231-18 Paris) . Là aussi, chacun se croit détenteur d'un radicalisme de pensée et d'action qui lui permet d'exécuter tous les autres, mais témoigne, en même temps, par son existence même des mêmes efforts désespérés débouchant sur la même impuissance (compensée par la virulence de la polémique comme chez d'autres par le suractivisme ou le fanatisme dogmatique ou la militarisation de l'organisation)

Une des caractéristiques essentielles du mouvement ouvrier ~~est~~ actuel est que les travailleurs tendent à avoir une action autonome, mais qu'ils ne forment pratiquement pas d'organismes de lutte autonome ; s'ils sont rejetés par les syndicats qui condamnent leur lutte (et n'essaient pas alors d'en prendre la tête pour y mettre plus facilement fin) ils laissent des organismes formés en dehors d'eux se substituer à leurs propres comités de grève et remplir cette fonction (voir notamment la brochure d'ICO " L'organisation et de la lutte de classe dans la grève du Limbourg " et les grèves de Hollande -ICO n° 99 ou bien les Comités de base en Italie) . ~~En fait~~ Cette situation découle des structures mêmes du capitalisme et c'est en fonction de ces possibilités ~~qu'ils essaient de se définir une~~ pratique permanente au cours d'une lutte que les groupes essaient de se définir une pratique permanente . Dès qu'il en est ainsi, la réalité qu'ils avaient pu approcher au cours d'une lutte s'éloigne et ils redeviennent (s'ils avaient pu cesser objectivement de l'être) le groupe traditionnel isolé.

En cherchant à se définir une pratique "d'intervention " ~~qu'ils~~ qu'ils sentent comme devant être différente de celle des partis et des syndicats, les groupes que nous avons cités, avancent de quelques pas pour adapter la notion d'avant garde au mouvement ouvrier actuel et remplir la place laissée vacante par l'évaluation des syndicats et pas encore remplie par les ouvriers conscients de leur lutte et de ses perspectives . Il ne peut en être qu'ainsi . D'une certaine façon, l'émiettement des groupes, la diversité des positions, l'affrontement des idées et des pratiques, témoigne de la possibilité ~~d'aboutir~~ pour les travailleurs de penser et d'agir seuls dans des circonstances précises; c'est une rupture avec le monolithisme des partis et des syndicats . Les regrets de l'atomisation de "l'avant garde", les tentatives permanentes de "regroupement révolutionnaire " au nom d'une efficacité qui résiderait dans un monolithisme quelque peu identique paraissent un facteur régressif dans une situation positive car elle correspond à cette période de la lutte . ~~La poursuite de cette évolution ne~~ La poursuite de cette évolution ne dépend pas de nous, mais de l'affrontement de classes dans le capitalisme . Les groupes qui persisteront à vouloir se définir un "rôle " en fonction du passé disparaîtront; n'auront pas à se dissoudre dans le "mouvement " : ils cesseront tout simplement d'exister .

- CONSTATEMENT AUX PROPRIETES ORGANISATIONNELLES
- DE L'IMPULSION ou de LA MANIPULATION DES GROUPES REVOLUTIONNAIRES, COMME ALTERNATIVE A DEBILITE.
- RAPPEL DE QUELQUES BANALITES.

Pour faciliter l'analyse, nous distinguerons les organisations des révolutionnaires, les groupes radicaux, et le prolétariat.

Les organisations radicales et le prolétariat ont des aspirations de moins en moins différentes. Les premiers ont pour projet de renverser le capitalisme; apparemment, le prolétariat cherche seulement à améliorer son niveau de vie, mais ne serait-ce que parce que ce niveau de vie actuel ne peut plus guère être amélioré si ce n'est de façon dérisoire et vite démythifiée, ne serait-ce aussi que, comme le dit le diton populaire, parce que " plus on en a plus on en veut" la lutte immédiate dépasse immédiatement les objectifs premiers et les revendications émises - d'ailleurs de plus en plus inacceptables par le système - pour donner des prétextes pour des luttes dont le contenu est une remise en question des rapports de production.

I - LES GROUPUSCULES REVOLUTIONNAIRES

ET LE PROLETARIAT.

Jusqu'à présent les groupes dits révolutionnaires se sont surtout livrés à l'agitation pour obtenir la suppression de la propriété privée, et le prolétariat ou bien possédait quelque parcelle de cette propriété, ou bien espérait en posséder un jour. Ceux qui pensaient en communistes luttait pour la destruction du système du profit, le prolétariat parlait plutôt du droit du patron à réaliser un "honnête bénéfice". Aussi longtemps qu'une partie relativement grande de la classe ouvrière pouvait maintenir les conditions de vie auxquelles elle était habituée, avait le "loisir" de jouir de ses distractions favorites, elle était, en général, satisfaite et remerciait le système qui rendait ces choses possibles.

Actuellement le prolétariat, même par des luttes au départ revendicatives, lutte, de fait, pour la suppression de la propriété privée et la destruction du système du profit; au contraire, les groupes ou groupuscules (gauchistes, syndicalistes, etc..) dits révolutionnaires visent quelque parcelle de propriété ou de pouvoir et espèrent bien en posséder un jour, grâce à leurs instruments "politiques" (toutes les formes organisationnelles idéologiques, du parti aux conseils ouvriers).

Il semble qu'il y ait des différences d'objectif entre ces groupuscules et le prolétariat. Les premiers ont intérêt à penser que la classe ouvrière ne s'intéresse qu'aux besoins immédiats, qu'elle est satisfaite de son statut social et ne tiennent pas à voir que ce qu'il y a de vécu dans les luttes actuelles, dépasse

largement les revendications partielles. Ces groupes représentent des cas isolés d'ouvriers et surtout d'intellectuels qui, par suite de circonstances particulières de leur propre vie, circonstances liées au phénomène récent de prolétarianisation de nouvelles couches sociales, se sont écartés du cours ordinaire. Ils sont des déviations de la bourgeoisie, qui se prépare à prendre sa relève en modifiant les rapports de production. Insatisfaits de leur condition sociale, ne pouvant s'élever dans le classique schéma promotionnel, ils s'élèvent dans la hiérarchie d'institutions de leur création. Dans leur lutte pour libérer les masses de l'esclavage, ils semblent poussés par de bien charitables motifs, mais il n'est pas difficile de se rendre compte qu'on ne souffre pour les autres que lorsqu'on a identifié leur peine à la sienne, qu'ils ne luttent en fait que pour s'accrocher à des privilèges qui leur échappent de plus en plus, et qu'ils n'arrivent même que très difficilement à transférer dans des secteurs parallèles (dislocation des groupuscules).

II- GROUPES RADICAUX ET PROLETARIAT

Les groupes radicaux - réunissant des ouvriers intellectualisés et des intellectuels prolétariés - ayant acquis un niveau de compréhension globale des mouvements historiques, voient au-delà des objectifs immédiats de leurs luttes, sans pour autant figer et fixer d'avance des normes organisationnelles. Le prolétariat, de par l'intensification de ses luttes de plus en plus rapide ces dernières années, réalise que les besoins fondamentaux ne peuvent être satisfaits que pour une période temporaire. Ainsi transforme-t-il en pratique la lutte pour les besoins immédiats (qui ne sont pas faits que de pain et de beurre, vus les nouveaux besoins créés par la société industrielle) en lutte contre le système.

Les groupes radicaux doivent donc être autant conscients de la futilité des actions ponctuelles qu'ils peuvent déclencher ça et là que du rôle de frein qu'ils peuvent avoir lors du processus révolutionnaire, s'ils n'en ont pas abordé TOUTES les composantes.

L'alternative "intervention de groupe dans les luttes ou impuissance" est erronée puisque le prolétariat prend ses luttes en main. Proclamer que tel groupe est isolé de la lutte de classes qui se déroule, qu'il ne forme qu'un groupe d'étude, d'information, de rencontre, de contacts, etc... qu'il est en marge des luttes sociales, c'est penser d'une part que la lutte des classes se situerait uniquement dans certains secteurs sociaux privilégiés et qu'elle épargnerait les groupes eux-mêmes; d'autre part, c'est surtout penser qu'un groupe pourrait prendre l'initiative des luttes, avoir un rôle déterminant dans leur intensification, donner des impulsions définitives, conduire un combat; or, l'expérience passée et présente démontre l'inefficacité d'une telle pratique et tend à prouver l'impuissance de tous les groupes politiques, aussi radicaux soient-ils.

Là où tous les groupes voient présente la révolution dans les plus impossibles des situations (ce qui n'est pas fondamentalement faux) et croient que tout ce qui manque pour celle-ci c'est un groupe détenteur de la "ligne marxiste correcte" ou de la "théorie radicale" là où ils exagèrent l'importance des idées et par la même occasion leur propre importance à eux qui se flattent d'être les véhicules de ces idées - attitude qui traduit leur ambition, donc leurs intérêts de couche sociale particulière, à faire carrière - nous souhaitons voir la réalité de la situation et les tendances révolutionnaires qui s'y dessinent.

20
III- POURTANT DE PLUS EN PLUS D'INDIVIDUS

SE REGROUPENT, DES GROUPES AMORCENT

CERTAINES COMMUNICATIONS

Pourquoi voir des copains, former des groupes, rencontrer des gens si tout ce qu'on peut faire ensemble est inefficace?

Ceci correspond au BESOIN VITAL de rencontrer des gens ayant, plus ou moins, le même projet que soi et cela sans s'illusionner sur la cohérence théorique, sur les germes idéologiques, sur les médiations hiérarchisées, sur toutes les merdes inhérentes au fonctionnement de tout groupe - mais aussi sans exorciser ces problèmes; sans s'illusionner sur l'impact politique que peuvent avoir les groupements (en ne tombant pas non plus dans l'idéologie du défaitisme).

L'impact politique de ces groupes et les rapports au sein du groupe peuvent se transformer dans la mesure où il y a une accumulation de tels besoins vitaux, et cette accumulation qualitative c'est aussi un sens à cette accumulation, et ce sens, c'est le sens que confère pratiquement à l'histoire le mouvement révolutionnaire, le mouvement du qualitatif.

Le prolétariat tend à réagir de plus en plus en tant que classe totalisante; mais il ne faut pas nier que ce sont toujours des groupements de prolétaires plus combattifs, plus conscients, qui ont animé les luttes. Il est évident aussi qu'à chaque fois le prolétariat est allé un peu plus loin dans le sens de son existence et de sa réalité, dans la définition de son projet et dans la reconnaissance de son être social.

Il ne s'agit donc pas d'approuver ou non une plate-forme, un programme, ni de créer une organisation préparant l'avènement de tel ou tel mode social, mais de définir des secteurs d'intervention avec tel ou tel groupe, d'établir peu à peu une stratégie de lutte qui ne peut s'établir qu'au cours de cette lutte même.

Ceci tendrait donc à constituer des réseaux pouvant prendre toutes les formes possibles en fonction des actions à entreprendre, des situations, des occasions. Ce genre de réseaux serait un assemblage de groupes multi-fonctionnels ayant une pratique directement en contact avec la vie quotidienne, en rappelant au passage que la vie quotidienne est aussi bien l'organisation d'une grève, le vécu lors d'un pillage ou une intervention politique ponctuelle (pour la reste les gauchistes nouvelle-vague se chargent de nous en buriner les oreilles).

Une des tâches de tel groupe est d'accélérer le processus de rencontre et d'unification en l'analysant tout au cours de son développement, la mise en commun des moyens (techniques et autres) chaque groupe conservant ses particularités (pratiques sociales, amoureuses, affinitaires différentes).

La tactique de groupes multi-fonctionnels et de réseaux permet en outre d'englober dans nos rapports des individus isolés en province ou à l'étranger et de connaître leur pratique sociale, de mieux lutter contre les rapports hiérarchiques ou bureaucratiques, de mieux faire passer l'information, la solidarité, de permettre plus facilement la rapidité d'intervention. Ce serait une tactique multiforme organisée, ce qui est plus efficace que la tactique informelle dispersée.

La tactique de groupes multi-fonctionnels et de réseaux permet en outre d'englober dans nos rapports des individus isolés en province ou à l'étranger, et de connaître leur pratique sociale, de mieux lutter contre les rapports hiérarchiques ou bureaucratiques, de mieux faire passer l'information, la solidarité, de permettre plus facilement la rapidité d'intervention. Ce serait une tactique multiforme organisée, ce qui est plus efficace que la tactique informelle dispersée.

Evidemment on s'apercevra que la seconde partie du texte sur la tactique des groupes et réseaux est en contradiction avec la première partie qui insiste sur l'inefficacité des interventions de groupe, mais peut être que la stratégie révolutionnaire est justement le dépassement de cette contradiction (!!)

UN CAMARADE I.C.C. - PARIS.

- d'une camarade de PARIS: " Un de mes amis me passe régulièrement, depuis un certain temps le journal I.C.O.; plusieurs fois déjà j'ai eu envie de vous faire part des quelques réflexions qui me venaient après sa lecture.

D'abord je me débarrasse de la critique la plus superficielle: c'est le parti pris inesthétique qui me gêne, tant dans la présentation que dans le style. Peut être y a-t-il à cela des raisons financières, il n'empêche que pour quelqu'un de l'extérieur, ce parti-pris apparaît toujours comme renforcé plutôt que gommé; après tout on peut être aimer quelqu'un malgré sa laideur, en tous cas, pas à cause de .. du moins pas moi... Bref vous ne faites rien pour vous arranger. On lit le journal non pour son apparence, mais pour son contenu, c'est ce que les quelques puristes qui sont parmi vous répondront. J'évoque souvent en le voyant le bréviaire que les curés expédieraient entre deux pornos ou deux parties de tout ce que vous voudrez, qui seraient un peu plus bassantes. Moi, le devoir politique ou la bonne conscience politique, ça me met mal à l'aise ou je m'en fous, je crois que je commence à savoir ce que ça colmate.

Mais cet aspect est peut être peu important, du moins pas aussi important que ce que je vais vous dire maintenant: ce qui me gêne plus que le fait que vous vouliez apparaître comme des puritains, c'est le fait, et souvent cela va de pair, que vous vous conduisiez souvent comme des moralistes. Toutes vos têtes doivent être bien poncées et depuis longtemps aux "bons principes" révolutionnaires. Car que faites-vous d'autres surtout dans le N° 103-104) que donner des leçons de morale révolutionnaire; on sait que vous avez tout lu, et tout pratiqué avant les autres; laissez donc à chacun un peu le temps de se casser la gueule sans aussitôt brandir la liste des bons et mauvais révolutionnaires ou l'étendard sur lequel seraient inscrites les bonnes actions militantes.

Avec votre manichéisme vous empêchez, d'une part, à la contradiction de se dévoiler, elle doit bien vous gêner, analysez donc quoi en elle vous gêne ou pourquoi. D'autre part, vous ne faites avec ce manichéisme que reproduire la relation oppressive au savoir: le rapport qui établit la coupure entre ceux qui ont les têtes pen-santes politiques et ceux qui ne sont pas sensés se servir de leur tête ou qui l'ont perdue. Je trouve que très souvent vous tranchez au nom de votre savoir politique, sans dire jamais très explicitement quelles arrières pensées stratégiques ou tactiques, ou quelles contradictions ont dû d'abord être écartées avant d'en arriver à ce pur polissage théorique...

Je ne vous ferai pas une mauvaise querelle en vous demandant sur le plan de l'action, ce que vous faites: la séparation analyse politique-action est maintenant pour moi trop arbitraire et aveuglante (c'est-à-dire n'éclairant pas) pour que je puisse continuer à penser que l'écriture politique ne se situe pas aussi au niveau de l'action.

P.S. Toutes ces critiques pour dire que je prend un abonnement parce que j'ai peut être envie d'en faire d'autres. "

REPONSE d'un CAMARADE DE PARIS:

" Lors d'une réunion générale du samedi après-midi, il y a eu dernièrement diverses critiques faites au fonctionnement d'ICO, mais moins moralisantes que les tiennes.

Tout d'abord une remise en question des spécialisations intellectuel-manuel. En effet, on constate que les "grosses têtes" participent plus ou moins à la commission "contenu", les moins grosses têtes à la commission "courrier" et les encore moins grosses têtes aux commissions d'expédition, etc.. D'autre part, ce schéma est un peu simpliste car, en ce qui concerne les tâches matérielles, ce sont plutôt ceux qui se sentent le plus motivés qui les effectuent (ronéo- envois-stencyls, etc..), c'est-à-dire ceux qui ont un contrôle sur le canard, qui interviennent sur la ligne (ou l'absence de ligne) politique d'ICO. Par contre, ceux qui pensent qu'une telle production leur échappe, échappent donc à cette production (: ils viennent voir s'qui s'pass'...)

Ensuite, il est très souvent fait référence, dans les discussions, à d'anciens articles d'ico, lorsqu'un sujet est abordé.. un peu comme s'il n'y avait pas à rediscuter de la question, puisque ça avait déjà été résolu, il y a deux, dix ou quinze ans.

Cette pratique tend à préserver tout un acquis politique, l'immobilise, en empêchant la remise en question.

En troisième lieu, malgré l'existence des commissions, de nombreux points ne sont pas encore très clairs:

- ainsi les textes, informations de luttes, etc.. n'arrivent pas directement dans les commissions qui s'en occupent; on ne sait pas encore très bien où se situe le sauvagement: qui décide par exemple, du choix entre ce qui doit aller à la commission courrier et ce qui doit aller à la commission contenu? Il semble en effet que certaines informations arrivées par lettre, passent directement dans la commission contenu. Tu penses peut-être que tout cela c'est des détails, qu'on se fait confiance, d'accord, mais c'est pour te montrer qu'un "groupe" ne repose pas sur des "principes révolutionnaires" comme tu dis, mais aussi sur certaines structures établies.

- en outre certains textes sont plus ou moins tenus à l'écart, en tout cas il est difficile de les faire discuter selon qu'ils sont considérés comme importants ou écoutés négligemment de la part de ceux qui ont un impact, qui peuvent trancher une question.

Durant cette réunion générale un groupe de copains avait proposé que les commissions devaient s'en référer à l'esprit d'I.C.O., pour répondre aux lettres, dans les discussions, "esprit" qui serait échaffaudé lors de ces réunions plénières les 2ème et 4ème samedi du mois. Il a été finalement conclu que seuls certains points litigieux seraient reportés au samedi, car un autre groupe de copains pensait, lui, que ce fameux "esprit" (1) était une dynamique constamment à redéfinir, que ce soit le samedi, dans les commissions ou au bistrot du coin.

Voici donc un petit aperçu d'I.C.O., réalité qui n'a rien à voir avec ton moralisme: "puritain", "arrières pensées stratégiques ou tactiques".

Je vais ajouter quelques critiques plus personnelles, mais qui reflètent ce que pensent certains copains.

Certains camarades connaissent par coeur le contenu d'I.C.O. depuis 10 ans toutes les luttes d'Europe et d'ailleurs depuis 20 ans, ils s'appuient sur des références historiques très souvent, ce qui n'est pas inintéressant, au contraire, mais ce peut être parfois une manière de noyer le poisson lors d'une contradiction, de faire fermer le bec. Il est sûr que ces camarades ont un certain pouvoir. Mais ce pouvoir remonte à plus longtemps.

Au début I.C.O. était un groupe moins important, avec des tâches matérielles supportables, et des buts précis. De plus en plus, il semble que le travail des transmissions d'informations et de correspondances tende à évoluer (on ne sait pas d'avance dans quel sens) qu'il y a plus de tâches à accomplir en ce qui concerne le groupe de Paris en tout cas (je ne sais absolument rien du groupe de Montpellier, peut être que ça viendra!); il y a plus de boulot matériel, donc il y a besoin de main d'oeuvre supplémentaire, mais il est évident que ces copains qui participent à l'organisation matérielle demandent à ouvrir leur gueule; la réciproque est vraie aussi: il est certain que plus de copains tourneraient la ronéo ou pagineraient, etc.. s'ils pouvaient ouvrir leur gueule.

Cet accroissement quantitatif d'I.C.O. se fait surtout sentir depuis deux ou trois ans: ces phénomènes reflètent une évolution qui tend à dépasser le rôle uniquement informatif d'I.C.O., mais sans que ce dépassement soit déjà planifié par des petites têtes penchées.

Et même pour les informations, il y aurait pas mal à critiquer. Certaines qu'on a directement par les copains de Paris avec qui on discute, paraissent déjà passées par le crible idéologique.. A force d'essayer à tout prix, toujours et partout, de dénicher l'autonomie des luttes dans certaines formes d'organisation (comités unitaires de base, organes anti-syndicalistes, anti-groupuscules) il semble que d'autres processus d'autonomisation

ces luttes, plus hétérogènes peut être, soient négligés, car ils peuvent prendre des formes dont on n'a pas encore parfaite conscience, vue la transformation actuelle du capitalisme: évidemment toutes les formes d'absentéisme, de chômage, de travail intermittent, et ce qu'ils permettent de "vivre" dans les temps "libres" mais surtout la critique directe et en acte du travail sur les lieux mêmes de production (ça aussi c'est la "vie quotidienne") : les déconnantes, chahuts, parler pour ne rien dire, palabres autour du désir de ne pas bosser, la flemme, les petits cafés en douce, toutes les formes tournant au ridicule le boulot ou les chefs, et tout un fourmillement de petits actes quotidiens, provoquant ou non certains actes ponctuels, et qui sont autant de luttes ignorées ou tuées, tout ceci sans parler des pillages, détournements de matériel, etc....

Ainsi lors des dernières grèves, le défaitisme de certains copains de Paris qui bossent chez Renault, ne devait rien au triomphalisme des gauchistes. Il n'était certes pas question de voir dans ces luttes des organes autonomes luttant contre tous les charognards à la fois et commençant à faire tourner l'usine pour eux, mais il n'était pas non plus question de déplorer l'absence d'une organisation autonome... car cette autonomie des luttes était peut être là où personne ne l'attendait, en tout cas pas là où certains auraient bien voulu la trouver.

Tout cela nous éloigne un peu de tes procès d'intervention de bonne soeur. En effet il y a du paternalisme I.C.O. (tu dis manichéisme) et qui empêche effectivement certaines contradictions de se dévoiler de par certaines affectivités, et qui fait même naître des rancoeurs de couloir; bien sûr qu'il y a la peur du noyautage, de perdre un certain acquis... et alors!

Il faut plutôt placer I.C.O. dans un contexte historique donné. Comme TOUTS les groupes actuels, le réseau d'I.C.O. est le reflet des luttes actuelles avec toutes leurs merdes bureaucratiques mais avec plus qu'ailleurs des ébauches ou des désirs de dépassement. La lutte de classes ne s'arrête pas à la porte du lieu des réunions!

De plus, si I.C.O. se transforme, évolue, disparaît, se dépasse ou se fige... etc... ce n'est pas sans importance, non seulement pour les individus ou groupes qui "participent" au projet, mais aussi par rapport à l'impact politique dans le mouvement révolutionnaire; la cybernétisation actuelle certaine de nouveaux modes organisationnels qui sont liés aux luttes passées, mais aussi en rupture radicale d'avec toutes les idéologies qu'elles ont fait naître: des conseils ouvriers aux comités de base autonomes bidons. Ainsi I.C.O. se situe dans le prolongement de SOCIALISME OU BARBARIE, reflétant les luttes antisyndicales et antistaliniennes, parallèlement à des groupes comme NOIR ET ROUGE, l'I.S., des groupes autonomes ou autres collectifs communautaires.

Allez si tu rencontres un groupe qui a des interventions politiques efficaces, où on y est ludique à se faire péter le ventre, et où y a pas de vilains bureaucrates, fais nous toujours signe. "

SUR LA REUNION DU 26 JUIN 1971

(voir I.C.O. LIAISONS N° 4 - épuisé- mais nous avons encore quelques comptes rendus de la réunion).

- d'un camarade belge: " la lecture du compte-rendu de la réunion du 26/6/71 (ICO-LIAISONS N° 4) m'a incité à quelques réflexions. La crise de "participation" ou de "désintérêt" qu'a connu I.C.O. (et qu'il connaît encore régulièrement, tout comme LIAISONS d'ailleurs) n'a jamais été évoquée que d'un point de vue subjectif. En d'autres termes, on s'est borné à constater une défection à l'égard des travaux pratiques, à l'égard de la lutte dans les boîtes, un désir d'activisme, et on s'est borné à critiquer ces phénomènes d'un point de vue ma foi, assez volontariste. Plus ou moins implicitement, on les a attribués au fait de "mauvais" camarades, qui venaient pour foutre la merde, ou qui ne comprenaient pas l'intérêt de la lutte dans les boîtes. Le seul élément objectif qui ait été mentionné, c'est l'apparition après 68, au sein d'ICO, de camarades trahissants, à qui leur situation sociale ne permettait pas d'appréhender cette lutte. Cette explication sociologique, pour exacte qu'elle était lorsque sévissant les périodes, cette explication ne suffit plus aujourd'hui.

prêtent beaucoup plus d'attention à ce qui se passe en dehors de leur lieu de travail, tandis que certains camarades intellectuels s'attachent avant tout aux luttes ouvrières; de même il me semble que la participation aux tâches matérielles, aux discussions, aux commissions, n'est pas plus le fait d'une couche que de l'autre.

D'autres critères objectifs doivent être retenus. Le fait d'I.C.O. -groupe politique (disons ultra-gauche) et le fait qu'un tel groupe connaisse un certain développement dans la France d'aujourd'hui, ce fait, mis en rapport avec l'évolution particulière de la lutte de classes, n'est pas celui qui doit retenir notre attention (encore qu'il n'ait été que trop rarement évoqué et moins souvent encore analysé).

Non, c'est I.C.O. en tant que groupe d'individus qu'il convient d'examiner en mettant l'accent sur le fait que dans tout groupe se reflète la société dont ses membres font partie, donc la société capitaliste. A ce titre, trois traits étroitement liés méritent d'être retenus.

1°/ il s'agit d'un groupe d'individus "librement" réunis (par opposition aux groupuscules, à l'armée, etc...). En cela, il peut être comparé aux communes, ou communautés. Celles-ci, on l'a constaté, connaissent d'autant moins de succès que leur rapport avec la société environnante est éloigné des critères fixés par celle-ci. Pratiquement, cela signifie que les communautés qui adoptent ces critères (par exemple la marchandise et le rapport mercantile dans les communautés d'artisans; voir aussi les communautés professionnelles à caractère pseudo-réformateur) ont plus de chances de survivre. A l'inverse, les communautés qui prétendent faire abstraction de leur rapport à la société, ou même se donner une dimension révolutionnaire se cassent la gueule en présence d'une réalité interne destructive : les individus qui les composent sont, eux, bel et bien des produits de la société capitaliste (au moins au niveau inconscient); par conséquent, leurs rapports psychologiques le sont aussi.

Une telle analyse des communautés ne doit pas être appliquée à la lettre à un groupe du genre I.C.O., mais elle peut servir à éclairer son fonctionnement interne dans la mesure où d'une part, il existe en fonction de la société et ses buts sont dirigés vers elle, et où, d'autre part, ni la participation, ni la défection aux activités ne sont sanctionnées en bien ou en mal, sur le plan matériel ou sur le plan affectif.

2°/ en rapport avec le premier point, il faut souligner que les participants à I.C.O. sont des produits de la société, non seulement au niveau socio-économique, mais également sur le plan de la psychologie individuelle. Les rapports inter-individuels qui président au fonctionnement découlent au même titre du conditionnement social. Ainsi, des phénomènes comme la passivité, la timidité, l'agressivité, ou plus généralement les diverses formes de la division du travail (ceux qui écrivent- ceux qui lisent; intellectuels-manuels; éléments masculins-éléments féminins) sont à l'image des comportements qui prévalent dans le reste de la société (I). Prétendre résoudre ce problème avec des accusations ou des sermons équivaudrait à prétendre que les travailleurs feront la révolution sous le coup d'un baratin électoral. Dire que les camarades d'I.C.O. devraient surmonter cela par leur volonté ou par leur appartenance au groupe, c'est faire de l'élitisme.

3°/ la passivité, ou l'activité des camarades se moule à la réalité sociale, à ses périodes de calme ou de tension, ni plus ni moins que les comportements psycho-politiques des travailleurs en fonction des développements de la lutte de classes. De même que la passivité de la classe ouvrière apparaît être en fait un faux problème lorsque la lutte de classes entre dans une phase aigüe, il est certain que le problème de la participation aux activités du groupe disparaît dans le cadre d'une crise sociale; c'est celle-ci même qui impose l'activité jusqu'à l'alternance relâchée.

De ces trois points à peine ébauchés, il ressort clairement qu'aucune solution ne peut apparaître tant que nous sommes au sein du système. C'est la révolution sociale qui apportera la solution en éliminant les problèmes. Néanmoins, si l'analyse approfondie de ces problèmes ne saurait en aucun cas les résoudre, il n'est pas exclu qu'elle puisse pratiquement

(I) C'est sur cette base que devrait être examinée l'attitude de critique négative ou agressive de certains qui sont pourtant les plus passifs. Que les péri-sifus fussent des cas pathologiques soit. Mais on pourrait expliquer autrement le fait que ceux qui critiquent I.C.O. (ou plutôt le sein dans lequel est effectué son travail) n'aient pas pour autant cessé de fréquenter le groupe.

contribuer à un gain de temps, en supprimant définitivement les discussions interminables et inutiles. "

- d'un camarade de BORDEAUX: "En premier lieu... félicitation pour le compte rendu de liaison N° 4, il est suffisamment complet, donc vivant, cela permet de mieux saisir ce qu'est actuellement I.C.O. non pas en regard de ce qu'on voudrait qu'il soit, ou ne soit pas, mais en regard du sens des discussions et des problèmes abordés ou développés dans son contexte. En analysant ce compte-rendu, j'ai noté pas mal de sujets sur lesquels je pense intervenir, tels que :

- le bilan d'une grève ne suffit pas.
- comment intervenir sans devenir groupe politique?
- faire un journal ou intervenir dans la lutte de classe
- comment élever le niveau de conscience des gars
- comment joindre ceux qui croient ce que nous croyons
- recherche de l'information mal faite à I.C.O.
- l'information bien, le plus utile son analyse.
- parler travail collectif du journal: silence quasi général !...
- spontanéité = motivation ... ici: presque rien!..
- les commissions ça ne marche pas et .. conflit de l'une à l'autre
- les réunions... pas de liaison avec les commissions
- le courrier: en général pas de réponse aux réponses
- diffusion d'I.C.O. à l'extérieur (boîtes) est-ce un besoin?
- Plate-forme d'I.C.O... il n'y en a plus ?...
- I.C.O. n'est pas un groupe politique, il n e doit pas en être un!...

le travail est chiant
les gars rechignent à occuper leur usine parce qu'ils ne l'aiment pas
ce qu'il y a de déprimant c'est que l'on n'arrive pas à dépasser ce qui avait été exprimé il y a 50 ans.
des gars se rendent compte qu'ils ont ou vont tourner en rond pour rien

Mais aujourd'hui, je remets cela à plus tard... pourquoi? C'est que l'analyse de ce compte rendu fait apparaître une question primordiale qui conditionne les autres: l'autogestion collective...

Nous nous évertuons à faire admettre à une foule de gens une nouvelle société axée sur ce principe alors que nous ne sommes même pas capables de mettre correctement ce principe en application pour une petite chose comme I.C.O....
Est-ce un paradoxe? un non sens? est-ce de l'inconscience?...
Une chose est certaine, c'est absurde, c'est même insensé, d'autant plus que c'est là le critère employé par nos adversaires qui nous traitent d'utopistes.

Autogestion collective.. très bien, d'accord. Mais auparavant n'est-il pas nécessaire, voir même indispensable, de s'entendre et d'analyser:
- ce que l'on veut
- pourquoi on le veut
- comment on le veut
- et surtout jusqu'à quel point on le veut.

Le débat est ouvert ... et par delà l'autogestion collective librement consentie. "

SYNDICALISME ET LIBERTÉ

LA FIN DES ILLUSIONS !

Les conducteurs du Métro, après 9 jours de grève, se sont trouvés complètement isolés, abandonnés et trahis...

Jamais la scission entre les travailleurs et les organisations syndicales, qui n'est pourtant pas nouvelle, n'était apparue de façon aussi éclatante.

Jamais la complicité fondamentale entre les organisations syndicales quelles qu'elles soient et la logique capitaliste n'avait été aussi visible.

ON PEUT PENSER CE QU'ON VEUT DES TRAVAILLEURS EN GENERAL, ET DES CONDUCTEURS DU METRO EN PARTICULIER. ON PEUT PENSER CE QU'ON VEUT DES SYNDICATS,...

...IL EST DESORMAIS IMPOSSIBLE DE PRETENDRE QUE LES SYNDICATS SONT L'EXPRESSION DES TRAVAILLEURS

Il est devenu évident pour TOUS, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, que la lutte des travailleurs et la lutte des syndicats obéissent à des mobiles, des préoccupations et des objectifs différents. Les syndicats, dès l'origine, étaient les organismes de la lutte économique des travailleurs. Ils luttèrent pour la promotion de la classe ouvrière dans le cadre du capitalisme. Ils se sont formidablement développés car l'essor du capitalisme permettait dans cette phase d'obtenir par la lutte des avantages réels et importants, en restant dans le cadre réformiste.

Même quand ils revendiquent, ils ne sortent jamais du cadre capitaliste. Ils se battent pour l'ABOLITION DU SALARIAT, mais pour sa généralisation. Totalement incapables de comprendre le mouvement spontané des travailleurs, ils abandonnent la lutte lorsque elle menace l'équilibre du système. " Soyez réalistes... camarades ! "

Mais de plus en plus, le patronat et l'Etat ont besoin d'eux pour assurer un fonctionnement régulier du système économique. D'ailleurs ils distribuent les subventions, paient et favorisent la formation des cadres, donnent des avantages de carrière, y compris dans l'Etat (Conseil économique, inspection du travail) Ils octroient des " Libertés syndicales " dans l'entreprise qui sont refusées aux simples travailleurs et qui permettent aux organisations d'exercer leur contrôle. (Parole, affichage, tracts, déplacements, crédits d'heures, permanents, etc... etc...)

Certes, les cas de répression anti-syndicale de la part de patrons attardés et menacés, surtout en province, ne sont pas rares, mais ce sont des exceptions qui tendent à disparaître, car de plus en plus les tribunaux, l'inspection du travail et les autres patrons font pression contre ces attardés, et le droit syndical est imposé par l'Etat.

Chacun sait à la RATP qu'il y a beaucoup de syndicats, mais peu de syndiqués!

Maintenant les divers syndicats vont essayer de se rejeter la responsabilité les uns sur les autres, comme d'habitude.

Ils ne feront pas oublier qu'ils ont rendu un très grand service au gouvernement qui hésitait à employer la force de peur des réactions de solidarité.

Ils ne feront pas oublier, qu'après avoir lancé la grève, ils l'ont sabotée, en imposant la reprise contre la volonté des grévistes grâce à leur pouvoir de manipulation.

Quant aux grévistes, parcequ'ils faisaient confiance aux syndicats, parcequ'ils n'étaient pas organisés à la base, parcequ'ils n'avaient rien pour tirer un tract, convoquer une réunion, appeler à une assemblée générale, ils ont été contraints de céder.

Maintenant c'est eux qui vont payer !

Quand aux syndicats, tant à la RATP qu'à l'échelon national, ils peuvent être assurés de voir bientôt leur droit renforcés et les "libertés syndicales" augmentées, par la loi.

Mais les conducteurs ne seront pas seuls à payer. Leur défaite est grave pour tout le monde. Pourtant, officiellement, leur grève était purement catégorielle !

Ils ont suivi la politique que tous les syndicats ont cultivés à qui mieux mieux à la RATP : le corporatisme, la hiérarchie, la course aux grades, etc...

Mais l'automation détruit les bases de ces revendications. La direction s'attaque aux avantages acquis par les conducteurs parce qu'elle n'a plus besoin de ce type de carotte pour leur faire marcher.

Elle les tient directement par l'automation, donc : fini les concessions, fini le rôle du syndicat autonome — le larbin est congédié —.

Les conducteurs ont subi un grave échec parcequ'ils sont restés dans l'ornière catégorielle parcequ'ils ont laissé la direction de la grève à des dirigeants incontrôlables.

Mais grâce aux conducteurs du métro, grâce à leur détermination, une page est tournée.....

— Ils ont fait éclater aux yeux de tous l'impasse du syndicalisme classique —.

— Ils ont perdu des illusions, mais ils ont ouvert la voie !

VIVE LES CONDUCTEURS DU METRO !

(Article rédigé en commun avec le Comité d'Usagers "Paris-Sud")

L'AGONIE DES CONDUCTEURS

Nous l'avons déjà dit au début de la grève, nous sommes TOUS menacés à court terme.

- Plus de saisonniers - Plus de receveuses - Plus de surveillants de contrôle - Plus de Chefs de Stations - Plus de chefs de trains - Plus de conducteurs - Plus de receveurs d'autobus - Plus de buraliste des Bus.

L'ordinateur mangera -t-il aussi les agents de Maîtrise ? Fera-t-on croire aux quatre millions de travailleurs de la région parisienne que les conducteurs du Métro se sont battus uniquement pour 70 frs d'augmentation? — La situation est beaucoup plus dramatique ! —

Dans les prochaines années en STATIONS : un seul agent de surveillance sans aucune responsabilité ! Sur les TRAINS : un seul agent de surveillance, également sans responsabilité, victime du pilotage automatique.

Qui a parlé de tous ces problèmes pendant la grève ? Les "Permanents syndicaux" ont pourtant fait plusieurs fois des déclarations à la télé et à la radio.

Pour la direction du Syndicat Autonome Traction: crée de toute pièce par la direction avec la bénédiction du gouvernement de l'époque ... depuis 24 ans, elle divise le personnel de la R A T P en faisant du catégoriel et du corporatisme - briseur inlassable de toutes les grèves, aujourd'hui Monsieur DUPONT, ton rôle de fidèle valet est terminé - grâce à toi l'Etat-Patron est devenu majeur - retourne en ligne travailler avec tes collègues si tu en es encore capable ! tu comprendras leurs problèmes, cela t'évitera ensuite de brader la grève...

Messieurs les Permanents de la C.F.D.T. vous avez manqué le coche ! Vous n'avez pas su manoeuvrer la carte de l'opportunisme que vous connaissez si bien pourtant ! Evidemment quand on représente 623 voix sur 9509 inscrits aux élections professionnelles de la R A T P réseau ferré, de temps en temps ça donne des complexes surtout si on se dit représentatif !

Représentatif de quoi au fait ? ... ? ...

Messieurs les Permanents de F.O. vous avez le cul bien calé dans vos fauteuils... Il faut être au dernier degré d'intégration dans la société capitaliste pour traiter " d'ARISTOCRATES " des travailleurs qui commencent leur journée à 4 h30 du matin pendant 6 jours et la semaine suivante finissent en nuit à 1 h 30. - Il est vrai qu'à ces heures là vous êtes dans votre lit ... - Quand on représente 539 voix aux élections professionnelles du réseau ferré R A T P sur 9509 inscrits on peut dormir tranquille et au réveil dire des conneries ! -

Après avoir pris le train en marche, la C.G.T a su trouver la voie de garage. Il est vrai que l'arrêt d'une grève n'a plus de secret pour elle ...

En conclusion, cette grève, comme celle de Renault, de la SNCF, de l'Aérogare d'ORLY, etc..., a prouvé de manière définitive que le syndicalisme de papa était périmé et nuisible à la classe ouvrière.

Pour prouver que les travailleurs en ont conscience, nous leurs PROPOSONS de S'ABSTENIR MASSIVEMENT lors des élections professionnelles à la R A T P au mois de Novembre 71.

- Le Bureau du Conseil Syndical.

Syndicalisme et Liberté, 9 Boulevard de Créteil. 94 St Maur des Fossés.-

Nous appelons à l'ABSTENTION MASSIVE le mois prochain aux élections professionnelles du réseau ferré de la R A T P - P O U R Q U O I ?

1°) Parceque les travailleurs de la R A T P DOIVENT dès maintenant par TOUS les moyens en leur pouvoir, rejeter toutes les formes d'organisations " ouvrières " où les patrons sont présents! " L'infecte conseil de discipline ", où le patronnat juge les travailleurs en compagnie des syndicalistes. - Les conneries de "commission de classement" qui préparent les tableaux d'avancement "au choix dans l'ancienneté" toujours patrons et syndicalistes.

2°) Nous proposons l'abstention aux élections parceque les travailleurs sont majeurs et ne doivent plus accepter que des élections ouvrières soient organisées et contrôlées par les patrons ou leurs représentants.

3°) Nous proposons l'abstention parcequ'il est temps de prouver aux organisations syndicales que nous en avons tous marre ! et que si nous voulons que ça change il faut d'abord les abandonner à la méditation ... (Tous sans exception).

Il faut prendre conscience nous même et faire savoir la Vérité: Les travailleurs sont à peu près sans pouvoir dans les organisations syndicales ! Pourtant il ne suffit pas de donner un coup de balais. Les conducteurs ont déjà commencé en donnant publiquement une baffe magistrale aux organisations "représentatives" et en contraignant le premier ministre à intervenir personnellement tant il craignait que les centrales syndicales perdent le contrôle de leur troupe, ils ont ainsi fait comprendre à tout le pays que quelque chose était en train de changer.

Il faut éviter de se trouver coincé comme eux, alors que les menaces que l'automation fait peser sur le personnel sont très graves.

Nous dirons dans un prochain tract ce que nous comptons faire.

SYNDICAT D'ACTION SOCIALISTE

DU PERSONNEL DU RESEAU FERRE DE LA RATP

- novembre 71 - nous nous rencontrons toujours le mercredi à 17 h.30 au Louvois, salle du 1er étage (rue de Richelieu, entre l'Agence Havas et la Bibliothèque Nationale).
- c'est possible d'écrire pour participer à ce travail d'informations, de liaisons et de discussions à : SIMON, 155, Allée du Pavillon - 77 Dammarie-les-Lys.

NOUS SOMMES (employés aux AGF)

un peu plus que rien

parce qu'on a eu droit à une "note d'information au personnel" sur les déclarations du Président du Groupe aux comités d'entreprise.

Plescoff, sur papier jaune Direction du Personnel, nous dit ce qu'il a décidé et ce que les syndicats pensent de la décentralisation.

Mais notre avis à nous, employés ?

On n'est pas là pour décider ou donner notre avis.

On est là pour exécuter ce que tous ont décidé pour nous.

C'est pas pareil.

LES PLANS EN PLAN.

Plescoff a fait approuver son plan de 5 ans.

Avant, on a eu Roudier, Roux et les autres et la décentralisation (les BRG, les centres populaires, etc.).

Après, on a eu Chenot et la recentralisation dans la Grandeur blanchie à la tour de Javel et au soleil UDR de Reims.

Maintenant on a Plescoff et sa nouvelle voie.

Les plans de Plescoff, comme ceux des autres, c'est biodégradable : la vie passera dessus.

LA VIE, C'EST NOUS TOUS QUI LA SUBISSONS, C'EST NOUS TOUS QUI L'IMPOSERONS.

Les paroles vite mortes de tous ces bureaucrates, c'est des chiffres, des garanties, du vent, du papier.

Ouvrons un peu la porte sur leurs froids petits calculs :

- Une certitude: à Paris. 1.300 postes stables, le reste, 3.900 décentralisables.

- Une promesse: 1.300 seulement sur les 3.900 seront décentralisés (mais ils nous disent que l'effectif de chaque centre serait entre 350 et 500. Ça ne fera pas plus de 3 centres alors qu'on cause de beaucoup plus). Si on embauche en province, ça fait trop de monde avec ceux qui restent au siège. Alors ?

- Des garanties vraies comme le bas qui ne file pas: pas de licenciements (il a pourtant inauguré son règne par des licenciements).

- Un calcul (ça c'est dans la coulisse : avec les mutations "volontaires" et le non-remplacement des départs (démissions, décès, etc.) on pourra faire passer ça sans bavures. Ça suppose qu'il partira environ 300 personnes par an. Mais avec le chômage actuel et l'arrêt de l'embauche (il n'y aura plus de jeunes), qui peut prétendre que la cadence des départs, rien qu'en 71, sera maintenue ?

UNE SEULE CHOSE A VOIR : NOTRE INTERET.

Ca n'a rien à voir avec l'intérêt du patron: son intérêt, soutenu par les cadres, c'est de nous faire travailler le plus possible en nous donnant le moins possible.

Ca n'a rien à voir avec l'intérêt des syndicats: pour eux, pourvu qu'ils gardent leurs places, c'est l'essentiel. Et Plescoff leur en balance une autre, la Commission du Comité (au besoin ils pourront, comme la JGT, faire scaser leurs potes à Reims ou au Bureau de Paris-Ouest).

C'EST NOUS SEULS QUI POUVONS DEFENDRE NOTRE INTERET.

Toutes les raisons qu'ils nous donnent, c'est pas nos raisons.
Ils ont toujours de bonnes raisons pour eux. Ca on s'en fout.
Nous, on s'aperçoit après que ce n'était pas ça.
Leurs moyens, on les connaît :

- écoeurer les employés en les mutant (ça c'est déjà commencé) jusqu'à ce qu'ils partent.
- faire pression par la peur ou les promesses.
- rendre la boîte à peu près invivable à Paris par les cadences, les salaires, l'atmosphère irrespirable. Ils trouveront toujours des cadres pour ça (As-tu remarqué que Plescoff dit qu'il n'y aura pas de blocage de promotion ... Ca flatte qui ?)

Se défendre, ce n'est pas tendre le dos en attendant la trique.

Se défendre, ce n'est pas se mettre la tête dans le sable en attendant que ça passe.

Se défendre, c'est regarder, écouter, en parler, ne pas rester dans son coin, exiger son droit et son dû, taper à toutes les portes, faire du bruit, crier qu'on vous écorche quand on vous caresse du doigt, c'est ne céder ni sur son salaire, ni sur son travail, ni sur ses espérances..

Pour tout ça, on ne peut compter que sur soi.

+ + +

DES PROBLEMES, ON EN A A LA PELLE, NOUS AUTRES EMPLOYES, ET TOUT PROCHES :

- la décentralisation.
- la nouvelle classification (FO nous déclare que partout où elle a été appliquée, ce fut avec un déclassement. On s'en serait douté, c'était fait pour ça).
- la mensualisation du complément de salaire (gros comme un câble qu'ils veulent le supprimer, ils sont patients, ils y arriveront).

LES SYNDICATS EN ONT D'AUTRES :

- Le petit galop des salaires d'automne avec la FFSA - 1 % d'augmentation au 1er novembre. Pour avoir 0,05 % de plus, adhérez au choix (et suivant le syndicat du chef) à la CFDT, à la CGT ou à FO.
- Les palabres sur la retraite à 60 ans avec le gouvernement.
- L'aménagement du chômage avec le patronat.
- Les élections de 1973 et tout le baratin sur la démocratie.

D'ICI LA ET APRES, IL Y AURA TOUJOURS LES AGF ET LE BOULOT IDIOT QU'ON Y FAIT

ET CA NE CESSERA QUE SI ON S'Y MET TOUS

EN COMMENCANT NOUS-MEMES PAR UN BOUT.

UN APPEL DE MASPERO

LA JOIE DE LIRE

Librairie François Maspero
40 rue Saint-Séverin Paris 5^e
Tél. magasin 033-66-02; comptabilité 633-42-66
C.C.P. 15 991 47

Camarades,

Vous trouverez, ci-joint, deux textes rédigés par :

- 1° - Les Auteurs des Éditions Maspero,
- 2° - Les travailleurs des Librairies et Éditions Maspero.-

Étant donné la répression actuelle du pouvoir et les incidents quotidiens à la Librairie, nous vous demandons de diffuser au maximum et de faire écho dans votre journal ou votre revue à ces textes pour nous aider à maintenir ouverts les lieux de diffusion sans restriction ni censure de la presse révolutionnaire et militante.-

L'Ensemble des Travailleurs des
Éditions et de la Librairie MASPERO.-

LES AUTEURS ET COLLABORATEURS DES ÉDITIONS MASPERO

DECLARENT :

Depuis 1959, les éditions et la librairie Maspero, organiquement liées dans une même lutte, jouent un rôle déterminant dans l'expression et la diffusion de l'expérience et de la recherche révolutionnaire en France.

En résistant aux pressions et aux chantages de l'état bourgeois, les éditions Maspero ont réussi à mettre à la disposition des militants de tous horizons, de tous pays, de toute affiliation, un irremplaçable instrument de travail et de connaissance.

Il faut donc aider Maspero à maintenir sa position exceptionnelle d'éditeur politique ouvert aux courants les plus divers, voire les plus divergents, sans sectarisme ni censure; ceci d'autant plus que le but de l'entreprise n'est pas l'accumulation du profit mais sa subordination aux objectifs de la lutte idéologique.

Il s'agit de savoir si peut survivre en pleine société bourgeoise un instrument de lutte de classe aussi utile, au niveau national et international.

Conscients de l'enjeu, nos adversaires ont recouru à une systématique entreprise de répression policière et de démolition économique. Inconsciemment ou non, les voleurs de livres, à petite ou grande échelle, participent à ce projet répressif.

C'est pourquoi nous nous déclarons solidaires des travailleurs des éditions et de la librairie Maspero dans la défense de leurs conditions de travail et de leur intégrité politique.

Nous sommes prêts à les aider par tous les moyens à notre disposition.

L. Althusser - M. Taos Amrouche - E. Balibar - C. Baudelot - D. Beasald - Y. Beaut - P. Bertrand - C. Bettelheim - F. Binard - C. Blanche-Benveniste - G. Bulli - G. Chaliand - J. Charrière - J. Chesnaux - E. Copfermann - R. Dangeville - J. Daubier - R. Debray - F. Deligny - M. Detric-Marty - M. Dommanget - A. Emmanuel - R. Estabiet - C. Estier - G. Fischer - P. Frank - E. Freinet - L. Gaspar - R. Gentis - P. Godeau - M. Godelier - F. Gonzales-Batlle - M. Gutelman - G. Haupt - Groupe Hispano - M. Hussein - P. Jalée - Y. Lacoste - C. Lacoste-Dujardin - D. Langlois - A. Laroui - P. Lidsky - E. Lobel - M. Lowy - J. Maitron - K. Mavrikis - J. Minces - S. Ndongo - H. Nisan - C. Olivier - J.P. Osier - F. Oury - M. Pêcheux - J.Y. Pouilloux - N. Poulantzas - L. Richard - J. Rouan - J.P. Rospars - A. Roth - J. Simon - J.P. Talbo - E. Terray - P. Tournel-Mania - J. Valier (et la rédaction de Critiques de l'économie politique) - A. Vasques - J.P. Vernant - P. Vidal-Naquet - H. Weber.

L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS DES LIBRAIRIES ET DES ÉDITIONS

MASPERO VOUS INFORME,

que les librairies et éditions Maspero refusent de disparaître. C'est pourtant ce qui risque de se produire à très brève échéance si aux attaques du pouvoir :

- interdictions (Tricontinental, Le petit livre rouge des lycéens)
- saisies (brochures diverses diffusées dans la librairie)
- amendes
- inculpations diverses (reconstitution de ligue dissoute - injures envers la police)
- intervention de diverses polices
- intimidations auprès de nos imprimeurs

et de l'extrême - droite :

- cassage de vitres
- attaques dans la presse

continuent de s'ajouter

- celles de leurs alliés objectifs, les bonnes consciences révolutionnaires qui se livrent au pillage systématique des librairies.

Ceux-là qui nous reprochent de "faire de l'argent sur le dos de la révolution" et d'être des commerçants capitalistes, n'ont rien compris du caractère fondamentalement politique de notre entreprise. Nous ne vendons pas de la révolution pour faire de l'argent. Nous faisons et nous vendons des livres pour pouvoir aider au maximum ceux qui dans le monde entier font, eux, la révolution. Ignorant complètement les données réelles de ce système capitaliste qu'ils prétendent attaquer mais dont ils participent eux-mêmes lorsqu'ils vont revendre les livres qu'ils ont volés chez nous, ils ne voient pas que nous en sommes tributaires à tous les niveaux (imprimeries, éditeurs, fabrique de machines, marchands de papiers, etc...) et que pour ouvrir une brèche dans ce système, c'est d'une position de force à l'interieur même que nous devons nous battre, et plus que les autres entreprises.

La nôtre, dont la forme nécessairement capitaliste n'est qu'un moyen, diffère radicalement des entreprises capitalistes classiques pour lesquelles le contenu, le produit fabriqué ou vendu, n'est que secondaire. Notre but est de permettre aux militants du monde entier de s'exprimer, de s'informer et de permettre ainsi les débats et les confrontations. Il n'y a pas de profits : les bénéfices sont immédiatement utilisés pour éditer ou diffuser de nouvelles publications, pour mieux servir ceux pour qui notre travail est utile.

Nous ne voulons pas abandonner le rôle important que nous jouons dans l'édition française et étrangère de livres politiques utiles et pas nécessairement rentables, nous voulons continuer à être un instrument de travail pour ceux qui ont besoin de nous.

Nous voulons que les librairies restent un lieu de rencontre de tous les courants révolutionnaires et que celui qui y pénètre puisse consulter et lire les ouvrages sans être aussitôt suspecté, et sans avoir à être témoin des affrontements permanents avec les voleurs. Nous savons que ces livres volés ne sont pas distribués gratuitement mais le plus souvent revendus par ceux-là même qui nous traitent de commerçants et qui non contents de voler nous injurient et même nous frappent. Ces vols désorganisent notre travail et nous empêchent d'informer efficacement les clients. A long terme ils risquent de nous priver de notre instrument de travail dont l'existence nous semble essentielle.

Comme nous avons tenu bon contre les attaques du pouvoir et de l'extrême droite depuis la guerre d'Algérie, nous sommes fermement décidés à mettre un terme à ce pillage systématique. Si nous sommes obligés, et pour cause, de suspecter chacun, le désagrément sera le lot de tous. En conséquence, nous demandons aux clients des librairies de nous aider dans cette tâche qui vise à préserver et pour eux et pour nous, ce lieu ouvert à tout le monde. Nous demandons à chacun de ne pas nous en vouloir si nous sommes obligés de prendre un certain nombre de précautions qui ne sont agréables pour personne (ouverture des sacs, tamponnage des livres, etc...)

Nous demandons que cesse cette complicité de fait avec ceux qui visent un profit immédiat grâce aux vols, mettent en péril l'existence de toute l'entreprise.

L'ensemble des travailleurs
des librairies et des éditions
F. MASPERO

UNE RÉPONSE (TRACT, diffusé)

un samedi de juin 74
à la Librairie MASPERO

POUR UN NOUVEAU CONTRAT DE PROGRES CHEZ MASPERO : DE PARIS)
CLIENTS, EMPLOYES, P.D.G., HIPPOPOTAMES TOUS UNIS !

Ne vous fiez pas aux apparences, nous ne sommes pas des flics ! Pas plus que Maspéro n'est un vulgaire marchand. Seulement, émus par le pressant appel lancé par ses employés et ses prosateurs habituels (Althusser, Maitron, Bettelheim etc..) nous, clients, nous sommes mis en devoir de sauver la REVOLUTION et le sort du prolétariat mondial menacés par la prochaine faillite (?) de Maspéro.

Ainsi, opérant discrètement, spontanément et en civil, à la requête implicite du directeur, nous avons constaté ce qui suit :

- 1/ - Le dénommé DUCHNOUFF Pierre, demeurant 78 bis, rue de Rivoli, après avoir longtemps erré dans la librairie, a saisi un numéro de "La Parole du Peuple", journal marxiste-léniniste et l'a, hypocritement dissimulé sous son aisselle droite. Coût : 1 franc.
- 2/ - DURAND François, célibataire et vivant en concubinage, domicilié 83 rue de la Roquette, a profité lâchement d'un moment d'inattention d'une vendeuse qui se mouchoit, pour subtiliser d'un seul coup les œuvres complètes de Lénine. Coût : 152,75 francs.

Ce triste individu, complice objectif du pouvoir et de l'extrême droite, est ensuite sorti naturellement de la librairie comme un client honnête.

etc, etc....., etc.....

ASSEZ : Collègues clients, rejoignez-nous, ouvrez l'oeil, votre voisin est peut-être un voleur !

Au cas où vous constateriez un renflement suspect au niveau du dessous du bras, alertez immédiatement un vendeur, et au besoin frappez vous même le malandrin, jetez-le à terre, plétez-lui la figure jusqu'à ce qu'il avoue et rende en pleurant l'objet de son vol.
D'avance merci !

La grande famille François MASPERO

MAIS ... sommes-nous vraiment de la même famille ?

Changement de décor

MASPERO FALSIFICATEUR.

Dans son tract du 28 Mai, par employés interposés, Maspéro falsifie la réalité de ses intérêts. Chaque fois qu'il dit "politique", il faut rétablir l'économie".

Mais à trop vouloir convaincre, il fait apparaître dans son tract même ses contradictions.

Ainsi, quand Maspéro dit que le contenu révolutionnaire de sa marchandise prime sur la marchandise elle-même, il contredit une autre de ses phrases : "Les bénéfices sont immédiatement utilisés pour éditer de nouvelles publications".

Ce qui prouve bien que le rôle de la marchandise est nécessairement primordial dans l'activité commerciale de l'entreprise Maspéro (comme dans n'importe quelle entreprise capitaliste : élargir sa production, c'est moins publier d'autres bouquins gauchistes que le meilleur moyen de faire face à la concurrence. Maspéro dit qu'il ne fait pas de profits ; c'est aussi ce que dit n'importe quel capitaliste, qui ajoute aussi que les bénéfices sont réinvestis pour produire de nouvelles marchandises, pour le plus grand bien de ceux qui en "vivent" : employés et consommateurs.

Ce n'est pas les coups du gouvernement, de l'extrême-droite et des voleurs (mis dans le même sac par obligation de soutenir la falsification) qui peuvent faire crever son entreprise, mais les difficultés économiques actuelles des classes moyennes (petits entrepreneurs et commerçants), simplement accentuées par les voleurs et autres coups extérieurs.

Car, c'est vrai, Maspéro est tributaire à tous les niveaux du système capitaliste (imprimeries, papier, machines, etc...) mais (ce qu'il ne dit pas) comme n'importe quel autre entrepreneur et commerçant en librairie.

Les difficultés économique sont aussi dues à la concurrence des entreprises d'édition plus importantes qui piquent des contrats à Maspéro, mais ça il l'admet sans sortir de tract dénonciateur, c'est de la concurrence loyale. Par contre, quand des individus lui fauchent des bouquins pour les revendre (et à l'en croire, toute le monde piquerait pour revendre, tu parles !), là c'est de la concurrence déloyale, et il gueule. Entre capitalistes, c'est pas pareil, bien, on se sent chez soi, réglo-réglo ! Maspéro ne peut nécessairement connaître qu'une règle : la règle bourgeoise du marché. En faisant porter par les voleurs le bonnet de ses difficultés de petit capitaliste.

Cependant, comme le disaient ses auteurs et collaborateurs, Maspéro a une position exceptionnelle d'éditeur et commerçant politique (par rapport aux autres libraires politiques), ouvert aux courants les plus divers et divergents.

Mais ce qu'ils taisent, c'est que cette position est due aux exigences de la marchandise. Comme on l'a déjà vu, pour faire face à la concurrence, il lui faut élargir son marché. C'est ainsi que les brochures qui ne sont pas dans la ligne politique de la ligue "communiste", autrefois planquées sous les rayons, apparaissent maintenant au-dessus.

Et ce sont les mêmes exigences de la marchandise (pardon, le même souci de non sectarisme, d'ouverture, etc...) qui font apparaître en très grand nombre les ouvrages ouvertement bourgeois (de Claudel à la littérature idéologique pour enfants Lucky Luke, etc...) derrière le paravent gauchiste. En fin de compte les exigences du capital font justifier la marchandise bourgeoise par la marchandise gauchiste.

Mais pour Maspéro, qui ne le dit pas, comme pour nous qui le savons et le disons, l'une et l'autre sont avant tout de la MARCHANDISE.

Tous ces mensonges sont résumés en un seul mensonge : la dissimulation de cet état de fait par les justifications idéologiques et pseudo-révolutionnaires.

MASPERO, T'ES QU'UN EPICIER EN GROS, mais l'épicier lui au moins ne se trouve pas des justifications idéologiques. Sa seule justification, c'est le pognon. Pour toi, tes bouquins sont aussi des plaquettes de beurre, mais enrobées dans du papier politique pour mieux les vendre. Ce n'est que pour nous, acheteurs ou voleurs, que tes plaquettes de beurre peuvent devenir des instruments politiques de compréhension d'information etc...

MASPERO si t'es un gauchiste patron, t'es aussi un patron gauchiste pour avoir réussi à faire parler tes employés en ton nom, au nom de tes intérêts (rêve de super participation de tous les capitalistes).

On sait bien que tes employés sont pour la plupart membres de la ligue et ce n'est pas ça qu'on leur reproche, mais d'être assez cons (= assez gauchistes) pour faire passer l'appartenance idéologique avant l'appartenance de classe.

Le jour où tous les employés seront affiliés au même groupe politique que leur patron (surtout s'il est gauchiste), on pourra espérer faire un front social commun pour le plus grand bien de la paix sociale et du développement du capitalisme !

On sait de toute façon que tous les travailleurs de chez Maspéro ne se sentent pas solidaires de ce tract, heureusement. Quant aux autres masochistes, si ça leur plaît, on est bien contents pour eux.

MASPERO, il te faut aussi la participation des clients comme flics pour que ta prospérité soit assurée, c'est ce que notre parodie a essayé de montrer clairement.

MASPERO, ton "marxisme" ne peut, par nécessité de classe, aller jusqu'à être dialectique et matérialiste.

MASPERO, la lutte de classes continue malgré toi, contre toi et les petites merdes collaboratrices qui ont signé le bon de soutien à vos intérêts communs.

Section française de la 79ème Internationale
horizontale et perpendiculaire.

PROJET DE PLAN D'UN PROJET DE BROCHURE SUR LE PARTI, expliquant notre opposition à la création d'un parti. Cette brochure serait une collaboration internationale (par portée internationale) de camarades qui ne veulent pas entendre parler du parti et savent pourquoi (Daad en Gedacht, Solidarity, I.C.O., Liaisons). Elle aurait un caractère nettement polémique (réponse à la Vieille Taupe, dénonciation de Potere Operaio, contre K.I., etc...), afin de mettre au clair une fois pour toutes les accusations disparates et les procès d'intention portés contre nous et par conséquent, les idées dans pas mal de têtes.

- Une historique des diverses conceptions du parti qui se sont succédées dans le mouvement socialiste, en faisant voir que ces conceptions étaient liées aux conditions historiques. Ex :
Marx et 2ème internationale
Blanqui, Bakounine
Lénine, Mao et autres tiers-monde
Luxembourg, K.A.P.D., Pannekoek etc.
- pourquoi sommes-nous contre le parti ? Le développement historique du capitalisme a accentué l'autonomie des luttes et ne justifie plus l'existence d'un tel moyen de combat. D'autre part, les structures formelles d'un parti et les structures mentales de ses membres sont parties intégrantes des structures répressives du système et ne peuvent que les reproduire.
- polémique contre les groupes "partistes", rapidement sur les trots, les mao, et surtout les nouveaux groupes (soi-disant ultra-gauches, néo-léninistes)
Fondements de cette critique : une analyse de la situation sociologique et de la situation psychologique de leurs membres :
 - en vitesse, le besoin d'idoles auxquelles identifier son action (Mao, Trotsky, ou une idée)
 - rôle sécurisateur
 - incapacité d'aller vers l'avenir, d'où retour au passé
 - en liaison avec les 2 points précédents, palliatif à un activisme qui ne trouve pas de débouchés = bonne conscience, impression de faire quelquech. Ainsi, après Mai, où tous étaient contre le parti, au fur et à mesure de la décroissance de l'agitation, de plus en plus sont pour.
 - élitisme à racines conscientes ou inconscientes, issu du conditionnement par les valeurs culturelles et éducatives de la bourgeoisie (en profiter pour démolir l'élitisme des situs)
- répondre d'avance à une critique inévitable : la classe ouvrière est attachée à ces organisations. Cela est vrai en dehors des périodes de crise, pour des raisons matérielles (sécurité matérielle) et surtout des raisons psychologiques (domination de la bourgeoisie, donc de son idéologie. Mais cela n'est plus vrai pendant les périodes de crise.
- souligner qu'un tel travail de dénonciation a peu d'importance dans la mesure où les partistes seront de + en + dépassés par les événements au fur et à mesure du développement du capitalisme (échec de la G.P., mais succès de P.O. dans le capitalisme italien arriéré). Par contre il a de l'importance dans la mesure où pas mal de camarades qui commencent à prendre conscience sont embringués, puis dégoûtés de l'activité politique par les manoeuvres des partistes.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action, il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an** - 12 numéros : Régime intérieur **IOF** - Extérieur **I3F**

Versements : **I.C.O.**, c.c.p. **20.147-54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication : **P. BLACHIER**.